



LE COUP D'OEIL DE L'A.M.R.I

LA REVUE DE L'ASSOCIATION DU MASTER RELATIONS INTERNATIONALES
UNIVERSITÉ CATHOLIQUE DE LILLE



RÉINDUSTRIALISATION
DE LA
FRANCE

PAGE 6

VISION 2030,
DIVERSIFICATION DE
L'ARABIE SAOUDITE

PAGE 18

BIG SPACE,
NEW SPACE

PAGE 37

L'Édito



LE COUP D'ŒIL DE L'AMRI 2022-2023

Fondée à la rentrée 2020, l'Association du Master Relations Internationales (AMRI) est née sous l'impulsion des étudiants du master Histoire - Relations internationales de l'Université Catholique de Lille. Nous sommes donc honorés de vous présenter notre revue : Le coup d'œil de l'AMRI. Notre équipe, composée des étudiants du Master, souhaite vous partager son intérêt pour les grandes questions internationales. Cette revue se veut accessible à tous : aux étudiants comme aux amateurs.

Retrouvez-nous pour une mise en relief de l'actualité internationale, à travers plusieurs articles thématiques, pour ne rien rater des grands événements. Chaque revue portera sur de multiples sujets : enjeux sécuritaires, rivalités d'influence entre les grandes puissances, ainsi que géopolitique environnementale, culturelle ou économique. Nous vous proposons donc un tour d'horizon mondial allant de l'Asie aux Amériques, en passant par l'Europe, l'Afrique et les pôles.

Le dossier principal de cette revue examine le plan de diversification économique de l'Arabie saoudite, *Vision 2030*, au travers de trois de ses enjeux : l'industrie, l'énergie et les loisirs.

Cette édition est l'occasion de vous faire découvrir une partie des travaux de recherche de certains étudiants du Master aux thématiques très variées.

Nous souhaitons rappeler que les opinions émises dans ces articles n'engagent en rien la responsabilité de l'Université Catholique de Lille (UCL) et de l'AMRI. Nous prenons le parti de laisser nos rédacteurs s'exprimer, tant que leurs propos sont justifiés par des sources scientifiques et des exemples concrets.

Au nom de l'ensemble de l'équipe de la revue, nous vous souhaitons une excellente lecture.

Rédactrices en chef

JULIETTE GRIBOVALLE ET LILIE LENOIR

S O M M A I R E

3 LES ENJEUX SÉCURITAIRES EN AMÉRIQUE LATINE

Benoît Giraudet

6 LA RÉINDUSTRIALISATION FRANÇAISE DANS LA RECONQUÊTE D'UNE INDÉPENDANCE ET D'UNE SOUVERAINETÉ INDUSTRIELLE

Léo Rebouillat

9 DÉPENDANCE EUROPÉENNE EN APPROVISIONNEMENT DE MATIÈRES STRATÉGIQUES

Axel Pinel

12 L'ÉCONOMIE DE LA DROGUE DANS LA VALLÉE DE LA BEKAA : DE LA GUERRE AU LIBAN À L'ESSOR DU CAPTAGON EN PASSANT PAR LA MAINMISE SYRIENNE DANS LA RÉGION

Sarah Kouarta

15 SYRIE : DE L'EXCLUSION À LA NORMALISATION AVEC LES PAYS ARABES

Hortense Soufflet

18 DOSSIER : VISION 2030 : L'ARABIE SAOUDITE RÉUSSIRA-T-ELLE À SE RÉFORMER ?

Axel Pinel, Théo Banse, Defne Kenanoğlu, Lilie Lenoir

37 BIG SPACE ET NEW SPACE, QUELLES DIFFÉRENCES ?

Nicolas Poussin

41 MÉMOIRES

ANATOMIE DE LA DÉFENSE JAPONAISE AU XXI^{ME} SIÈCLE : RÉSURGENCE STRUCTURELLE ET FONCTIONNELLE DE L'ARMÉE NIPPONE FACE AUX NOUVELLES SITUATIONS CRISOGÈNES INTERNATIONALES DE NOTRE SIÈCLE

Nicolas Poussin

LE SPORT COMME STRATÉGIE DE SOFT POWER DANS LES PAYS DU GOLFE ARABO-PERSIQUE

Axel Pinel

53 BIBLIOGRAPHIE DU DOSSIER

56 REMERCIEMENTS

LES ENJEUX SÉCURITAIRES EN AMÉRIQUE LATINE

RÉDIGÉ PAR BENOIT GIRAUDET



Image n°1 : L'armée mexicaine saisissant une cargaison de drogues © Seneda

À l'heure où le monde occidental a le regard rivé sur l'Ukraine, l'Amérique latine semble plus que jamais en marge des préoccupations géopolitiques globales. Cette allégation est partiellement vraie car la majorité des pays du Nord n'ont que peu d'intérêt pour cette zone quant à leurs actions en politique extérieure, tournées vers l'Europe de l'Est, l'Indopacifique ou le Moyen-Orient. Toutefois, l'Amérique latine redevient peu à peu une terre d'intérêt pour ses ressources, ses marchés plutôt attractifs et peu différenciés ou encore son potentiel agricole

LA CRIMINALITÉ ORGANISÉE EN AMÉRIQUE DU SUD

Cette aire n'est néanmoins pas seulement source d'attrait économique, elle charrie d'importantes problématiques qui s'exportent : la criminalité organisée étant la principale. F. E. Hagan définit cette dernière comme : « une division du travail avec une activité constante et organisée hiérarchiquement, ayant une fin lucrative, mais usant de la violence et de la menace et profitant d'un certain degré d'immunité politique et de complicité avec des acteurs publics¹. On devine aisément au travers de cette définition le grand mal de l'Amérique latine : le narcotrafic.

LA COLOMBIE COMME CAS D'ÉCOLE DE L'EXPANSION DU NARCOTRAFIC

La Colombie est au cœur de ce marché, en position de premier producteur mondial de cocaïne. En 2021, ce sont 1400 tonnes de cocaïne qui ont été exportées vers les États-Unis ainsi que vers l'Europe. Achetée 1000 dollars le kilo pour le produit fini, la poudre blanche s'exporte et prend de la valeur. Elle vaudrait près de 80 euros le gramme en France soit 80 000 euros le kilo. Les profits juteux conduisent les narcotrafiquants à multiplier les risques et les actes de violence pour contrôler une part plus importante du marché. Cela conduit en Colombie à des conséquences diverses. En premier lieu, ces violences s'expriment par des attaques armées souvent contre d'autres cartels de la drogue. Au-delà des cartels de Medellin et de Cali, qui ont été démantelés, de nouveaux acteurs ont émergé, plus discrets mais moins puissants. Le cartel de Norte del Valle en est un bon exemple. Contrôlant chacun des pans différents du marché de la drogue, il est fréquent de voir ces groupes s'affronter.

¹Kessler, G. (2010). Crime organisé et violences en Amérique latine et dans les Caraïbes. Problèmes d'Amérique latine. P. 6.

Le taux d'homicide moyen en Colombie qui est de 26,8 pour 100.000 habitants, répond directement au phénomène du narcotrafic. À titre de comparaison, ce taux est de 17,6 en Amérique latine et de 1,4 en France.

LES CONSÉQUENCES ANNEXES AU NARCOTRAFIC

De nombreuses autres conséquences découlent également du narcotrafic. L'accaparement des terres en Colombie pour la production des feuilles de coca réduit la surface agricole cultivable et menace le pays de crise alimentaire. Bien que la coca soit aujourd'hui moins rentable qu'il y a quelques dizaines d'années, les paysans colombiens sont toujours gagnants financièrement à cultiver cette plante, réduisant de facto la quantité d'aliments produits et consommés en Colombie, contraignant par conséquent, à l'import d'aliments et faisant grimper les prix. En parallèle de cela, le narcotrafic a contribué à l'explosion de la corruption qui est devenue purement institutionnelle. Le trafic de drogue alimente aussi le trafic d'armes, multipliant le risque d'homicides. Mettant à mal le pouvoir de l'État, le trafic généralisé de drogue provoque par la même occasion une déconnexion dans la croyance du peuple à l'importance de l'État, limitant ainsi les effets des avancées démocratiques.

LA MEXIQUE COMME CATALYSEUR DE L'INSÉCURITÉ

Le kidnapping est à ce titre, encore une pratique largement plébiscitée par ces groupes pour extorquer facilement de l'argent aux familles. En mars 2023, à Matamoros, quatre ressortissants américains ont été enlevés probablement par le cartel du Golfe. La tentative a échoué car deux sont morts et les deux autres ont été retrouvés par les forces mexicaines. Cet événement n'est pas isolé mais monnaie courante, ciblant aussi bien les étrangers que les Mexicains. En sus de cela, les cartels mexicains du Golfe, de la Sinaloa ou de Jalisco sont actuellement au cœur d'une lutte sans merci pour dominer l'exportation de la drogue de synthèse Fentanyl exportée aux États-Unis. Cette drogue qui tue des dizaines de milliers d'américains chaque année commence aussi à se consommer au Mexique, laissant présager une catastrophe sanitaire sans nom.

DES PROGRÈS DANS LA LUTTE CONTRE LE CRIME ORGANISÉ.

Le Mexique n'est malheureusement pas un cas isolé, ce constat se partage dans de nombreux pays d'Amérique latine comme au Venezuela, au Honduras, au Belize, au Brésil, ou encore en Équateur. La pauvreté favorise ce déchaînement de violences qui pousse les groupes à s'affronter mais aussi à s'attaquer aux forces de sécurité (police, armée). Cette lutte intestine déchire l'Amérique latine depuis des décennies, mais il faut reconnaître que des progrès ont été réalisés. Le Salvador en est la preuve vivante, avec un taux d'homicide de 17,6 pour 100.000 habitants en 2021, contre un taux supérieur à 100 quelques années auparavant.

Ces progrès sont bien évidemment précaires. Il est nécessaire que la situation économique, sanitaire et éducative des habitants de ces zones évoluent positivement pour offrir des perspectives d'avenir différentes de la violence. Les pays du monde entier concernés par le fléau de la drogue auraient des intérêts primordiaux à nouer de solides partenariats avec ces pays, comme l'Union européenne (UE) par exemple qui a trop longtemps hésité. Toutefois le sommet UE-Amérique latine et Caraïbes qui s'est tenu à Madrid en mai dernier sera, un élément clé pour développer des relations durables.

BIBLIOGRAPHIE

Articles scientifiques :

Kourliandsky, J-J. (2023, février). Prochain sommet UE/Amérique latine : présidence espagnole, préparation allemande ?. Iris. <https://www.iris-france.org/173643-prochain-sommet-ue-amerique-latine-presidence-espagnole-preparation-allemande/>

Polet, F. (2013, août). Narcotrafic: la guerre aux drogues en question. Alternatives sud. <https://www.cetri.be/Ravages-du-narcotrafic-naufrage-de#:~:text=D%C3%A9cha%C3%AEnement%20de%20violence%2C%20corrosion%20des,nombre%20de%20pays%20au%20Sud.>

Article de presse :

Le Monde. (2022, 21 octobre). Cocaïne : en Colombie, la culture de la coca atteint un niveau historiquement haut. https://www.lemonde.fr/international/article/2022/10/21/cocaine-en-colombie-la-culture-de-la-coca-atteint-un-niveau-historiquement-haut_6146721_3210.html

Sitographie

InSight Crime's 2021 Homicide Round-Up. (2022, 1 février) InSight Crime's. <https://insightcrime.org/news/insight-crimes-2021-homicide-round-up/>



LA RÉINDUSTRIALISATION FRANÇAISE DANS LA RECONQUÊTE D'UNE INDÉPENDANCE ET D'UNE SOUVERAINETÉ INDUSTRIELLE



RÉDIGÉ PAR LÉO REBOUILLAT



Image n°2: Le groupe Imerys veut implanter la plus grande mine de lithium d'Europe dans l'Allier, à Échassières. © AFP - CORMON Francis

La désindustrialisation française a frappé de plein fouet toutes les collectivités qui avaient en leur sein une usine qui rendait le territoire compétitif et dynamique. C'est notamment le cas de la ville du Creusot, dans la région Bourgogne-Franche-Comté, qui est connue pour la richesse de son sous-sol et de son développement par l'industrie de l'acier. À la suite de ce processus de désindustrialisation, les habitants, la ville et la région sont restés bien démunis car Le Creusot et d'autres communes ont toujours vécu au rythme des usines.

Cette désindustrialisation a débuté à partir des années 1970 et a connu une sévère accélération à l'aube de l'an 2000. Un chiffre qui vient corroborer cette affirmation est le poids de l'industrie manufacturière dans le produit intérieur brut (PIB). En 1970, il était de 22,3 % et aujourd'hui nous sommes autour des 12 %. Cela correspond à dix points de moins que l'Allemagne.

Sur une période de près de vingt ans, la France a vu la fermeture de la moitié de ses usines et à peu près un tiers de ses emplois industriels. Des bassins entiers d'activités ont été démantelés.

Pour remédier à cet enjeu stratégique, les responsables politiques, ainsi que les patrons et les syndicalistes, souhaitent développer le retour de certains savoir-faire sur le sol national, donc de réindustrialiser à grande échelle. Le secteur de l'industrie permet notamment la cohésion des territoires et offre de nombreux services associés. À noter également que cela génère la majeure partie des recherches et du développement dans le domaine privé et que tout cela renforce indubitablement la souveraineté nationale.

Le sursaut est intervenu pendant le quinquennat de François Hollande, en 2016, et fait l'objet d'une volonté réformatrice de la part d'Emmanuel Macron depuis qu'il a accédé à la présidence de la République en 2017. Il déclare à ce propos : « Réindustrialiser, c'est créer du pouvoir d'achat, financer notre modèle social, construire un avenir pour nos enfants. Réindustrialiser la France, c'est la mère des batailles ». Pour ce faire, le président Macron présente sa stratégie pour accélérer la réindustrialisation à travers quelques points clés : le renforcement de l'attractivité afin de soutenir une industrie respectueuse de l'environnement, accélérer les implantations industrielles, viser un accompagnement et une anticipation sur les mutations du territoire.

Parmi les quatre axes de l'action gouvernementale, le premier d'entre eux évoque la volonté d'atteindre le plein emploi et de réindustrialiser la France.

Cette stratégie est absolument majeure dans la pensée des hautes autorités de l'État, car cela est en réalité la finalité de bien des réformes, y compris celle sur la retraite, sur la réforme du lycée professionnel ou bien encore sur le projet de loi sur l'industrie verte. En d'autres termes, ce sujet englobe à la fois l'emploi, la protection de l'environnement, mais également l'éducation.

Les piliers qui soutiennent l'action publique dans le projet de réindustrialisation sont de différentes formes. La première porte sur un développement d'une politique macroéconomique de compétitivité, précisément dans la réduction des impôts sur les sociétés et sur certains ménages. L'article 84 de la loi de finances de 2018, démontre que la trajectoire de réduction du taux de l'impôt sur les sociétés a été remodelé pour passer de 33 % en 2017, à 25 % au 1er janvier 2022. Toutes les réformes citées plus haut, s'inscrivent aussi dans une logique d'ouverture à l'investissement. La France a atteint pour la quatrième fois consécutive la première place du pays le plus attractif d'Europe, devant le Royaume-Uni et l'Allemagne, selon le baromètre EY (*Ernst & Young Global Limited*).

Pour mener une action pleine et entière, il faut pour le président Macron, insister sur un changement de paradigme à l'échelle de l'Union européenne afin d'assouplir et de modifier plusieurs législations afin de favoriser la production européenne. Enfin, le dernier pilier se concentre sur la stratégie territoriale qui permettrait de faciliter l'implantation des sites industriels, notamment en réutilisant les friches industrielles. Il est également reconnu qu'il est nécessaire de développer des formations tournées vers les métiers en tension pour pallier au manque de main-d'œuvre dans certaines régions françaises.

Pour mettre en relief ces différents apports, il faut rappeler les différents projets d'implantation qui émergent depuis plusieurs mois voire plusieurs années.

Il y a notamment l'ouverture de la première usine de batteries électriques française à Douvrin, l'investissement de STMelectronics et de l'entreprise américaine GlobalFoundries à Grenoble. Pour ce qui est du Dunkerquois, la société taïwanaise ProLogium a choisi de s'implanter dans cette ville du Nord, pour y installer la première gigafactory d'Europe de batteries électriques.

À Gravelines, dans le département du Nord, l'association de l'entreprise chinoise XTC et du français Orano viendra investir près de 1,5 milliard d'euros pour y fabriquer des éléments importants autour de la batterie électrique, à savoir l'anode et la cathode. Sur les dix prochaines années c'est entre 16 000 et 20 000 emplois qui vont être créés dans le bassin dunkerquois (chiffres ProLogium et XTC). Cela est une excellente nouvelle, car cette région a été l'une des plus touchées avec la disparition de milliers d'emplois dans le secteur de la métallurgie ou du textile. Dans le domaine stratégique de l'électrique, le gouvernement cherche à rattraper le retard engrangé sur la Chine et à atténuer ses dépendances à son égard.

Cela passe par le projet d'extraction de lithium dans l'Allier, ce qui pourrait représenter la plus grande mine de lithium d'Europe et permettre d'équiper 700 000 véhicules électriques chaque année. Le président Macron fait pression aussi dans l'optique de voir le patron de Tesla, Elon Musk, installer une usine de batterie sur le territoire français, ce qui pourrait représenter des milliards d'investissement et des emplois à la clé.

Bien entendu, ces quelques investissements étrangers d'ampleur ne doivent pas être considérés comme l'arbre qui cache la forêt, mais doivent surtout appeler à des efforts sans relâche sur tous les plans, économique, politique et géopolitique. En revanche, la tâche s'annonce ardue au regard de plusieurs données, notamment à travers les difficultés de main d'œuvre que doivent supporter les entreprises et le manque d'employés qualifiés. Il est possible de prendre l'exemple du secteur de l'aéronautique qui peine à recruter, car la demande est énorme avec quasiment 15 000 postes à pourvoir pour 2023. Autre donnée complexe à prendre en compte, c'est le manque de terrains dans le but d'accueillir d'autres projets. Moins de 3 % des collectivités peuvent se permettre d'accueillir des projets de plus de 100 hectares. Le manque de considération envers l'industrie, qui serait sale, bruyante ou bien encore polluante renforce la difficulté de réindustrialiser le pays. En effet, il y a toujours cette forme de dualité entre l'industrie et l'écologie qui se mêle dans le débat public, mais certaines entreprises, comme Aluminium Dunkerque, cherchent à diminuer leur empreinte carbone. Enfin, les emplois créés par les investissements étrangers sont presque deux fois plus faibles en France qu'au Royaume-Uni et en Allemagne.

Le président Emmanuel Macron justifie cela par le fait que les entreprises qui s'installent dans l'Hexagone sont des projets initiatiques, à l'inverse de ses voisins européens.

Dans un propos conclusif, la stratégie française pour la réindustrialisation est un élément extrêmement important pour rendre le pays plus attractif, plus compétitif et plus indépendant dans un monde géopolitique incertain.

Cette reconquête industrielle doit être menée pour répondre aux défis climatiques, pour la préservation du modèle social français et atteindre le plein emploi. Cette reconquête doit combler ce sentiment d'abandon et de paupérisation dans l'ensemble des villes moyennes qui ont subi violemment la désindustrialisation.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrage :

Nicolas Dufourcq (2022). La désindustrialisation de la France: 1995-2015. Éditions Odile Jacob.

Articles de presse :

AFP (24/10/2022). L'une des plus grandes mines européennes de lithium va ouvrir en France d'ici 2027. France Inter.
<https://www.radiofrance.fr/franceinter/l-une-des-plus-grandes-mines-europeennes-de-lithium-va-ouvrir-en-france-d-ici-2027-3063449>

Le Figaro et AFP (14/06/2023). Batteries : le gouvernement veut «convaincre» Elon Musk d'implanter une usine Tesla en France. Le Figaro. <https://www.lefigaro.fr/secteur/high-tech/batteries-la-france-veut-convaincre-elon-musk-d-implanter-une-usine-tesla-en-france-20230614>

Sitographie :

Présidence de la République (11/05/2023). Accélérer notre réindustrialisation : le Président présente sa stratégie. Élysée.
<https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2023/05/11/accelerer-notre-reindustrialisation-le-president-presente-sa-strategie>

Henri Clavier (11/05/2023). Réindustrialisation : Emmanuel Macron dévoile sa stratégie. Public Sénat.
<https://www.publicsenat.fr/actualites/economie/459630>

Business France (11/05/2023). L'attractivité de la France au plus haut en 2022. République française.
<https://www.businessfrance.fr/découvrir-la-france-actualité-l-attractivité-de-la-france-au-plus-haut-en-2022>

Caisse des dépôts groupe (s. d.). Réindustrialiser la France : mission impossible ? Caisse des dépôts.
<https://www.caisse-des-depots.fr/dossier/reindustrialiser-la-france-mission-impossible>

Pierre-Henri de Menthon et Nicolas Domenach (10/05/2023). Emmanuel Macron : « Réindustrialiser la France, c'est la mère des batailles ». Challenges. https://www.challenges.fr/politique/emmanuel-macron-reindustrialiser-la-france-c'est-la-mère-des-batailles_854825

DÉPENDANCES EUROPÉENNES EN APPROVISIONNEMENTS STRATÉGIQUES

RÉDIGÉ PAR AXEL PINEL



Image n°3 : La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a appelé à la sobriété énergétique lors d'une conférence de presse, à Bruxelles, en juillet dernier. © AFP

L'Europe est actuellement confrontée à des défis indéniables et est contrainte de faire des sacrifices importants en raison de sa dépendance aux matériaux stratégiques. Cette région particulière peut sans doute être considérée comme l'une des zones géopolitiques les plus dépendantes du globe. Les répercussions de la dépendance de l'Europe à l'égard du gaz russe deviennent de plus en plus évidentes, car un nombre croissant de personnes en ressentent les conséquences financières et politiques. Les effets de ces événements ont d'ailleurs été observés dans de nombreuses régions.

La situation précaire actuelle réside dans la possibilité imminente d'un engagement dans un conflit qui pourrait potentiellement déstabiliser nos chaînes d'approvisionnement cruciales, présentant ainsi un dilemme politique dans les discussions diplomatiques à venir. La situation actuelle va avoir un impact direct sur les Européens, comme on a pu le constater. Ces derniers temps par exemple, les citoyens français, ont été confrontés à des pannes d'électricité et à une hausse sans précédent des coûts de l'énergie.

MANQUE D'ANTICIPATION OU INTÉRÊTS DIVERGENTS ?

La politique d'approvisionnement de l'Union européenne a été critiquée pour son manque de prévoyance dans des secteurs cruciaux tels que les hydrocarbures, les métaux et minéraux, ainsi que le secteur militaire. Cette situation a entraîné des coûts importants pour le continent, comme l'ont souligné les experts à de nombreuses reprises. L'absence de planification proactive peut être attribuée à la présence de membres de l'Union européenne aux intérêts potentiellement contradictoires. L'absence d'un accord unifié entre les nations européennes a entravé la progression de leurs objectifs collectifs, malgré leur existence. L'absence de consensus a empêché l'avancement d'initiatives cruciales telles que la construction de gazoducs et d'infrastructures d'extraction de métaux rares, qui font toutes deux partie intégrante de la transition énergétique mondiale. Les ramifications économiques et écologiques de certaines initiatives ont malheureusement donné lieu à des discours difficiles.



Image n???: Siège du Parlement européen à Strasbourg © olrat

Néanmoins, la question se pose de savoir si ces développements permettront de répondre efficacement aux préoccupations actuelles. Cela se traduira-t-il par une réduction du coût de la vie pour la population ? Bien que la question ait été temporairement traitée, sa résolution dans un avenir prévisible reste incertaine.

LA RECHERCHE D'ALTERNATIVES AU GAZ RUSSE : LE CAS DE L'ESPAGNE, DE L'ITALIE ET DES PAYS-BAS.

Les énergies renouvelables et les nouveaux projets énergétiques vers d'autres partenaires sont des alternatives au gaz russe, l'une d'entre elles concerne la relance du gazoduc Midcat : alors que le projet avait été abandonné en 2019 en raison de son coût élevé (3 milliards d'euros) et de son impact sur l'environnement, l'Espagne le relance (Midi-Pyrénées - Catalogne) afin de sortir de son isolement énergétique. Le but de ce gazoduc est d'acheminer du gaz algérien vers l'Europe et d'envoyer du gaz naturel liquéfié (GNL) à travers les 6 ports méthaniers que l'Espagne dispose, notamment à Barcelone, qui est le plus grand port méthanier d'Espagne. Ce projet a obtenu le soutien de la Présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen et du chancelier allemand Olaf Scholz car l'Allemagne a besoin de ce gaz afin de contrer les manques d'approvisionnement en gaz russe. En plus de ce projet, un autre gazoduc sous-marin reliant l'Espagne à l'Italie est prévu et permettra d'assurer une meilleure indépendance énergétique à l'égard des puissances énergétiques actuelles.

L'Italie développe également une alternative au gaz russe car c'est un des pays européens les plus dépendants de Moscou : 95 % de ses ressources énergétiques sont importées et 40 % de son gaz provient de Russie, Moscou avait d'ailleurs réduit fortement le débit de gaz à la mi-juillet 2022 à cause de son soutien à l'Ukraine. Afin de contrer cette pénurie, l'Italie développe des négociations énergétiques en passant des contrats avec le Congo, l'Algérie (deuxième fournisseur de gaz de l'Italie), le Qatar, l'Azerbaïdjan et l'Angola. Le contrat entre l'Algérie et l'Italie augmentera le volume de gaz de 2 milliards de m³, ce qui permettra à l'Italie de devenir totalement indépendante du gaz russe d'ici 2024, si elle achève l'installation de deux nouveaux terminaux méthanier flottants qui lui permettent d'importer du gaz liquéfié.

Pour l'instant, l'Italie est en train d'économiser de l'énergie en appliquant un "plan d'économie d'énergies" et ne veut pas faire face à un surcoût des ménages et de ses industries comme en Allemagne, un choix qui risque d'impacter son PIB. Cette économie se réalise par des mesures comme l'interdiction d'allumer les enseignes commerciales après 23 heures, la réduction de 40 % de l'éclairage public etc...

Du côté des Pays-Bas, l'alternative se fait vers les énergies renouvelables : le pays compte exploiter du gaz dans la mer des Wadden et de lancer un projet de parc éolien dans la mer du Nord avec la Belgique et l'Allemagne, pouvant économiser plusieurs millions d'euros par an, alimentant alors un nombre important de foyers et qui ferait des Pays-Bas la centrale électrique verte de l'Europe, un avantage offrant de l'emploi et créant un dynamisme économique dans les énergies renouvelables. Toutefois, ce projet se fait dans la panique, les Pays-Bas doivent cesser toute collaboration avec le fournisseur russe de gaz, Gazprom, à compter du 10 octobre 2022 en vertu de l'application des sanctions internationales contre la Russie. Les Pays-Bas sont donc contraints de relancer des centrales à charbon afin de subvenir à l'alimentation des ménages et des entreprises, une décision très coûteuse pour l'économie du pays, mais aussi pour l'environnement, alors que l'Europe s'était lancée dans une lutte contre les émissions de CO₂.

Les effets de cette question non résolue devraient se manifester au cours de la prochaine décennie, voire plus tard encore.

Malgré des développements récents, comme on a pu le constater en Italie, en Espagne ou aux Pays-Bas, il est devenu de plus en plus évident que la perspective d'une discorde politique ou même d'hostilités à part entière ne peut être écartée, même entre des nations qui sont ostensiblement en bons termes.

L'Union européenne se trouve à une période charnière de son histoire, car les 15 prochaines années seront déterminantes pour la trajectoire de son économie, de son paysage politique et de ses politiques environnementales. Il est de la plus haute importance qu'un effort collectif soit fait pour prendre des mesures résolues.

BIBLIOGRAPHIE

Article de presse :

France Info (2022), "Où en est la recherche d'alternatives au gaz russe en Espagne, en Italie et aux Pays-Bas ?", [radiofrance.fr, https://www.francetvinfo.fr/replay-radio/le-club-des-correspondants/ou-en-est-la-recherche-d-alternatives-au-gaz-russe-en-espagne-en-italie-et-aux-pays-bas_5323135.html](https://www.francetvinfo.fr/replay-radio/le-club-des-correspondants/ou-en-est-la-recherche-d-alternatives-au-gaz-russe-en-espagne-en-italie-et-aux-pays-bas_5323135.html)

Sitographie :

Commission européenne (2020), « Résilience des matières premières critiques: la voie à suivre pour un renforcement de la sécurité et de la durabilité », [eur-lex.europa.eu, https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX%3A52020DC0474](https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX%3A52020DC0474)

Fondation Robert Schuman (2022), "Les dépendances stratégiques, une question de souveraineté", [robert-schuman.eu, https://www.robert-schuman.eu/fr/questions-d-europe/0630-les-dependances-strategiques-une-question-de-souverainete](https://www.robert-schuman.eu/fr/questions-d-europe/0630-les-dependances-strategiques-une-question-de-souverainete)

Source audiovisuelle :

France Culture (2022), "Guerre en Ukraine : les économies peuvent-elles faire face ?", [radiofrance.fr, https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/le-temps-du-debat/guerre-en-ukraine-les-economies-europeennes-peuvent-elles-faire-face-9205751](https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/le-temps-du-debat/guerre-en-ukraine-les-economies-europeennes-peuvent-elles-faire-face-9205751)

L'ÉCONOMIE DE LA DROGUE DANS LA VALLÉE DE LA BÉKAA: DE LA GUERRE DU LIBAN À L'ESSOR DU CAPTAGON EN PASSANT PAR LA MAINMISE SYRIENNE DANS LA RÉGION.



RÉDIGÉ PAR SARAH KOUARTA



Image n°4 : Pilules de Captagon, haschich et cocaïne saisis par la police anti-drogue de Beyrouth, en juin 2010. JOSEPH EID / AFP

RAPPEL HISTORIQUE : LA GUERRE DU LIBAN DURANT LES ANNÉES 1982 - 1983

En juin 1982, Israël envahit le Liban à sa frontière nord dans l'objectif de démanteler l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP). Officieusement, l'Histoire nous apprend qu'il s'agit en réalité de faire du Liban, le second pays arabe accordant la paix avec l'entité sioniste, suivi de l'Egypte.

À cette époque, Hafez Al-Assad est président de la Syrie. Le père de l'actuel dictateur ne cesse d'affirmer sa garantie de protection, sans pour autant nommer un protectorat sur le pays du Cèdre. En effet, après avoir négocié un cessez-le-feu avec Israël, la Syrie demanda rapidement l'annulation du traité signé entre les autorités libanaises et Tel Aviv en 1983. En effet, ce traité fut radicalement rejeté par l'opinion publique arabe, qui y voyait une faveur considérable accordée à Israël à la suite des 138 jours de négociations menées pour la réalisation de ce texte.

Ce texte ne faisait pas référence à un cessez-le-feu entre le Liban et l'État hébreu, puisque les hostilités concernaient les présences de groupes armés paramilitaires faisant office d'ingérences étrangères (présences syriennes et palestiniennes) sur le sol libanais. Valider ce texte revenait alors à faire perdre à la Syrie son existence sur le territoire libanais, chose nécessaire pour la préservation de ses intérêts politiques et idéologiques au Liban.

C'est dans ce contexte historique que la Syrie assume sa présence et la défense des intérêts politiques pro-arabes dans cette zone, notamment avec l'aide apportée aux groupes terroristes pour l'attentat d'octobre 1983 visant des troupes françaises. Cette défense peut s'expliquer par la volonté de ne pas cesser une activité très lucrative pour la Syrie au Liban, la production de haschich et d'héroïne.

La vallée de la Békaa est longue de 120 kilomètres et constitue depuis l'Antiquité un grenier agricole pour la région. Cette dernière est surtout une terre d'opportunité pour de nombreux acteurs civils syriens, pour le PKK en d'autres termes une organisation politique de l'armée kurde, ou encore un lieu d'entraînement délocalisé par Damas servant au terrorisme international.¹

Le tournant majeur s'opère en 1999 en d'autres termes lorsque les Nations Unies mettent un arrêt au programme pour le développement au Liban. L'Etat libanais cherche alors à faire asseoir sa légitimité, chose qui n'est pas vue du même œil dans la vallée de la Békaa. Au début des années 2000, la police libanaise ne cessait d'opérer une chasse aux cultures de cannabis produites dans cette contrée. Malheureusement, pour les habitants de la région, la culture de cannabis rapporte le double d'une culture d'haricots, de blé et d'autres denrées alimentaires. Le haschich s'est démocratisé, se développant à la vue de tous.

Les productions se multiplient et l'insécurité croît de jour en jour. Il n'est pas étonnant de voir la pérennisation de ce type de culture même à la suite de son interdiction officielle, puisque comme mentionné précédemment, elle bénéficie d'un rapport de coût de production et de prix de revente très avantageux. Avant la promulgation de son interdiction, elle rapportait près de 3 milliards d'euros à l'économie souterraine du Liban.

Néanmoins, les temps évoluent, les consommations illicites également.



Image n°5: Saisie par un policier Saoudien de sachets contenant du captagon en provenance du Liban. La cargaison était cachée avec des fruits et légumes. Agence saoudienne SPA.

Les terres libanaises voient fleurir la plantation du captagon ainsi que sa propagation, et encore une fois, la Syrie va s'élever en tant que véritable narco-État dans ce domaine-là.

Surnommé drogue de la fête, le captagon est souvent utilisé dans le milieu de la nuit par la jeunesse saoudienne, libanaise ou encore du golfe de manière générale. Elle attire les producteurs pour les mêmes raisons économiques que le haschich, rien qu'au Moyen-Orient 400 millions de comprimés ont été saisis.

Derrière ce phénomène, Bachar Al-Assad et son frère voient en cette économie parallèle une opportunité pour nourrir financièrement leur État qui, ne cesse d'être soumis aux sanctions occidentales. La Syrie a besoin de devises étrangères, de nourrir ses exportations, puisque les matières premières en provenance de Syrie, sont souvent travaillées dans des laboratoires libanais présents dans la Békaa, bien que Homs par exemple, compte aussi des laboratoires. Selon l'AFP, concernant les matières premières, elles viendraient directement d'une division de l'armée syrienne contrôlée par le frère de Bachar Al-Assad, Maher Al-Assad qui est à la tête de la prestigieuse quatrième division. La célèbre vallée de la Békaa voit la frontière nord du Liban avec la Syrie abriter des laboratoires où les transferts de drogues sont opérés par les bédouins peuplant la région, cela servant ainsi le régime via cette division. La région de Wadi Khaled est au centre de ces opérations.

L'ÉCONOMIE SOUTERRAINE TRANSFORMANT LES ENNEMIES D'HIER EN COLLABORATEURS.

Dans un dernier propos, il n'est pas négligeable de mettre en avant les conséquences que peuvent produire les trafics de drogue sur la géopolitique du Levant. Pour cela, il est important de rappeler que Daesh s'est beaucoup servi du trafic de captagon afin de nourrir son califat aussi bien financièrement, matériellement qu'humainement. La drogue était utilisée pour maintenir les troupes terroristes dans des conditions d'affrontement rudes, expliquant la féroce des djihadistes aux heures les plus sombres de l'Irak et de la Syrie. Ainsi, selon un ancien conseiller du gouvernement syrien, la drogue a vu des collaborations improbables entre les forces rebelles, l'armée, les Bédouins et les terroristes de Daesh.²

A cet égard, se dégage ici, un argument expliquant le positionnement de la Syrie dans le Corruption Perceptions Index (CPI) établi par Transparency International où cette dernière arrive en 179e position soit l'avant-dernier pays du classement.

¹ Captagon : Comment la Syrie est devenue un narco-État. (2022, novembre 3). L'Express.

² Captagon : Comment la Syrie est devenue un narco-État. (2022, novembre 3). L'Express.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages :

Filiu, J.-P. (2023). Stupéfiant Moyen-Orient : Une histoire de drogue, de pouvoir et de société. Seuil.
Hirst, D. (2016). 6 - L'orgueil impérial démesuré : Israël mène une « guerre choisie » au Liban. 1977-1982. In Une histoire du Liban (p. 181-227). Perrin. <https://www.cairn.info/une-histoire-du-liban--9782262066475-p-181.htm>

Laniel, L. (2017). Captagon : Déconstruction d'un mythe. Drogues, enjeux internationaux.

Articles :

Flory, M. (1983). L'accord libano-israélien du 17 mai 1983. Annuaire Français de Droit International, 29(1), 137-150.
<https://doi.org/10.3406/afdi.1983.2543>

Articles de presse :

Captagon : Comment la Syrie est devenue un narco-Etat. (2022, novembre 3). L'Express.
https://www.lexpress.fr/monde/captagon-comment-la-syrie-est-devenue-un-narco-etat_2182966.html

Drogue—Les cultures de substitution n'ont jamais vu le jour La Békaa plongée dans la misère après la destruction des plantations de cannabis (photo). (1999, mai 22). L'Orient-Le Jour. https://www.lorientlejour.com/article/307654/Drogue_-_Les_cultures_de_substitution_nont_jamais_vu_le_jour_La_Bekaa_plongee_dans_la_misere_apres_la_destruction_des_plantations_de_cannabis_%2528phot.html

Sites web :

Attentat meurtrier au Liban contre des troupes américaines et françaises | Evenements | Perspective Monde. (s. d.). Consulté 10 juillet 2023, à l'adresse <https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMEve/1084>

RÉINTÉGRATION DE LA SYRIE À LA LIGUE ARABE : VERS UNE NORMALISATION DES RELATIONS ?

RÉDIGÉ PAR HORTENSE SOUFFLET



Image n°6 : Les ministres des Affaires étrangères de la Ligue arabe lors de leur réunion annuelle au Caire, le 06/09/2022. © AP Photo/Amr Nabil)

Le 19 mai 2023, au cours du 32ème sommet de la Ligue arabe à Jeddah, en Arabie saoudite, la Syrie de Bachar al-Assad a été de nouveau accueillie dans la Ligue arabe, 12 ans après son expulsion en raison de sa violente répression contre les manifestants en 2011. Le dernier sommet de la Ligue arabe auquel Assad avait participé remontait à 2010. La Ligue arabe, composée de 22 membres, vise à promouvoir la coopération et la stabilité dans la région. La décision a été approuvée à la majorité et non par consensus, les principaux opposants à cette décision étant le Qatar, absent du vote, le Koweït et le Maroc. Cette réintégration marque la fin de l'isolement régional de la Syrie ainsi qu'une large victoire diplomatique pour Bachar al-Assad. Toutefois, derrière l'apparente unité retrouvée subsiste toujours des désaccords sur la question syrienne entre les Etats arabes.

UNE MISE AU BAN DE LA SYRIE SUITE À UNE RÉPRESSION DANS LE SANG

L'adhésion de la Syrie à la Ligue arabe avait été suspendue en novembre 2011 à la suite de la répression brutale par le régime.

Des manifestations pacifiques ont éclaté dans le pays en mars 2011 dans le sillage des Printemps arabes, et de nombreux pays membres de la Ligue avaient imposé de lourdes sanctions économiques au régime syrien. Ces répressions se sont transformées en une guerre qui a décimé la Syrie, tuant près de 500 000 personnes selon l'ONU, déplaçant des millions de personnes et dévastant les infrastructures et l'industrie du pays. Au total, près de 14 millions de personnes ont été contraintes de quitter leur domicile. C'est plus de la moitié de la population d'avant-guerre. Assad et son régime sont ainsi accusés de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité. Aujourd'hui, certaines parties du nord du pays restent hors du contrôle du gouvernement, et aucune solution politique n'a encore été trouvée.

UN RETOUR PROGRESSIF SUR LA SCÈNE INTERNATIONALE

Ces dernières années pourtant, le retour de la Syrie sur la scène internationale s'était accéléré.

Que ce soit par une demande de l'organe politique national, ou une anticipation de l'industrie elle-même, cela amène à faire des sacrifices. C'est le cas de Renault qui, acteur majeur de Lada a, par choix stratégique, dû vendre ses parts car ne pouvait plus maintenir sa présence sur place. Renault n'étant plus en capacité de continuer à entretenir usines, infrastructures et employés sans aucune production effective, a donc fait le choix de céder ses actions. Si la vente pour un rouble symbolique prévoit tout de même un potentiel rachat au même prix dans les années à venir, c'est bien une part du chiffre d'affaires de Renault qui est sacrifié dans un conflit qui, à priori, ne concerne pas directement la marque et qui en fait par conséquent une victime.



Image n°7: Arrivée de Bachar al-Assad à Jeddah le jeudi 18 mai, veille du sommet de la Ligue arabe © présidence de la République arabe syrienne

QUELLES CONSÉQUENCES POUR LA SYRIE ?

Sur le plan symbolique, le retour de la Syrie au sein de la Ligue signale aux opposants syriens qu'ils sont laissés à eux-mêmes, et beaucoup de Syriens voient la décision de la Ligue comme une trahison face à l'expérience de guerre qu'ils ont vécu sous le régime d'Assad. Le 4 juin dernier, lors d'une réunion à Genève, l'opposition syrienne a appelé à la reprise des pourparlers avec le régime, sous l'égide de l'ONU. Mais sur le plan pratique, le retour de la Syrie n'est pas si considérable. Alors que le pays, détruit par plus d'une décennie de guerre, espère pouvoir se reconstruire, les sanctions américaines et européennes qui pèsent sur Bachar al-Assad et son régime empêcheront très probablement les pays arabes d'investir dans la reconstruction. De nombreux Syriens dans les zones contrôlées par le gouvernement espèrent y voir un avantage dans un commerce accru avec le monde arabe pour aider à compenser une crise économique paralysante.

La Syrie et la Ligue arabe restent également divisées sur plusieurs sujets.

D'abord, la question épique du retour des millions de réfugiés syriens déplacés. Alors que certains pays comme la Jordanie ou le Liban ont évoqué un possible rapatriement des centaines de milliers de réfugiés syriens, ce retour a peu de chances d'aboutir étant donné que la majorité d'entre eux sont musulmans sunnites et ne se sentent plus suffisamment en sécurité. Bachar al-Assad étant musulman alaouite (branche du chiisme), ce dernier ne souhaite pas que les sunnites représentent la majorité dans le pays. Enfin, le réseau de production et de contrebande de captagon, la drogue des djihadistes, dont la Syrie est devenue le premier producteur mondial, est source de tensions. Ce commerce juteux, qui selon les estimations de l'AFP représentait près de 10 milliards de dollars en 2021, a permis à la Syrie de compenser les conséquences économiques de la guerre et des sanctions occidentales. Alors que les pétromonarchies souhaitent le démantèlement de ce trafic, de nombreux proches ou alliés du régime syrien sont directement impliqués. L'enjeu financier est si important qu'il apparaît peu probable que la production s'arrête malgré un retour à la normalisation.

La réintégration de la Syrie à la Ligue est donc avant tout symbolique et conditionnel, ne conduisant pas de suite à une normalisation pleine et entière des relations avec le régime de Damas. Il faudra attendre les prochains mois, voire années, pour espérer voir le régime prendre des mesures efficaces en vue d'une solution à la crise. Désormais, il appartient à chaque État du monde arabe de décider de reprendre ou non ses relations avec le régime syrien, tandis qu'aucun changement de la part des Etats-Unis ou de l'Europe n'a été émis concernant la Syrie, qui reste toujours sous sanctions.

BIBLIOGRAPHIE

Articles de presse

ArAnqi Fan, « Syria returns to Arab League in 'landmark event' amid reconciliation wave and US' waning influence in Middle East », Global Times, 18 mai 2023, <https://www.globaltimes.cn/page/202305/1290337.shtml>

Wintour Patrick, « Bashar al-Assad tells Arab League he hopes his return marks new era of peace », The Guardian, 19 mai 2023, <https://www.theguardian.com/world/2023/may/19/syria-bashar-al-assad-receives-warm-welcome-on-arab-league-return>

Sitographie

Bonnet Romain, « Les Émirats arabes unis, promoteurs du retour en grâce du régime syrien », Les Yeux du Monde, 13 juin 2023, <https://les-yeux-du-monde.fr/ressources/idees/notions/geopo/50910-les-emirats-arabes-unis-promoteurs-du-retour-en-grace-du-regime-syrien/>

Nasser Adnan, « Syria's Return To The Arab League: Navigating The Captagon Dilemma », Orion Policy Institute, 9 juin 2023, <https://www.orionpolicy.org/orionforum/190/syrias-return-to-the-arab-league-navigating-the-captagon-dilemma>

Rigoulet-Roze, David, « Réintégration de Bachar al-Assad sur la scène internationale : quel avenir pour la Syrie ? », IRIS, 16 juin 2023, <https://www.iris-france.org/176472-reintegration-de-bachar-al-assad-sur-la-scene-internationale-quel-avenir-pour-la-syrie/>

DOSSIER

VISION 2030 : L'ARABIE SAOUDITE RÉUSSIRA-T-ELLE À SE RÉFORMER ?

SOMMAIRE

- 19** INTRODUCTION
Axel Pinel
- 21** INDUSTRIE ET DÉVELOPPEMENT :
LES ENJEUX DE LA
DIVERSIFICATION ÉCONOMIQUE EN
ARABIE SAOUDITE À L'ÈRE DE
VISION 2030
Defne Kenanoğlu
- 24** LA PLACE DE L'ÉNERGIE ET DES
RESSOURCES NATURELLES
DANS LE PROJET VISION 2030
Théo Banse
- 29** L'ARABIE SAOUDITE, NOUVEAU
ROYAUME DU DIVERTISSEMENT EN
DEVENIR ET FUTUR HAUT LIEU
TOURISTIQUE, SOUS L'ÉGIDE DU
PLAN VISION 2030.
Lilie Lenoir
- 34** CARTE
Théo Banse
- 35** CONCLUSION
Axel Pinel



Introduction

RÉDIGÉE PAR AXEL PINEL

Karim Benzema, star du football européen et lauréat du Ballon d'Or en 2022, a signé pour le club saoudien Al-Ittihad le 6 juin 2023. Quelques jours plus tôt, le ministère saoudien des Sports a annoncé qu'un groupe d'investisseurs avait acquis la propriété de huit clubs du pays. Parmi eux, Aramco, le mastodonte de l'industrie pétrolière dont les revenus s'élèvent à 535 milliards de dollars. Un an après l'arrivée de Cristiano Ronaldo, l'Arabie saoudite ne cache plus ses objectifs et passe à la vitesse supérieure, sous l'impulsion du souverain Mohammed Ben Salmane, dit MBS.

Le Royaume d'Arabie saoudite est actuellement au centre de toutes les questions. En effet, les efforts de Riyad pour diversifier son économie comprennent une grande variété de sous-domaines, dont l'un d'entre eux est l'investissement important dans le sport (football, sport automobile et golf). Les revenus des ventes de pétrole représentent une part importante du PIB du royaume wahhabite. Riyad a prévu que ses exportations atteindraient leur plus haut niveau en 2027, alors que la fin de l'ère pétrolière est encore très lointaine. MBS est conscient des difficultés auxquelles il est confronté et du fait que le pétrole a représenté 23 % du PIB de l'Arabie saoudite en 2021. Il doit non seulement préparer sa nation et les personnes qui y vivront après lui à ce que l'on appelle « l'ère post-pétrolière » mais aussi réduire l'impact du prix du pétrole sur son économie.

Pour atteindre cet objectif, le prince héritier a élaboré une stratégie, qui n'est pas des moindres. Le plan a été présenté pour la première fois en 2016 dont son objectif principal est de réorganiser complètement l'économie du pays. Il s'agit non seulement de favoriser la croissance des pôles de développement, mais aussi de s'imposer comme une force dominante dans le domaine des énergies renouvelables, et plus particulièrement de l'énergie éolienne et solaire. Dans cette optique, le royaume doit réduire la quantité de ressources consommée à l'intérieur de ses frontières. Cette transformation est axée sur la modernisation du pays et de ses institutions, ce qui inclut l'ouverture aux investisseurs étrangers et la privatisation des entreprises d'État.

Mais les enjeux ne se limitent pas à l'argent. En fait, ils se présentent sous diverses formes, notamment sociétales, culturelles et religieuses. MBS mise sur l'avenir et les bénéfices de la modernisation du royaume reviendront en fin de compte au peuple saoudien, en particulier à la jeune génération. Il importe peu que cela puisse être interprété comme un plan visant à légitimer son pouvoir, car il l'a déjà. Les projets du prince héritier Mohammed Ben Salmane sont ambitieux, certains sont déjà en cours de mise en œuvre ; en fait, nous pouvons déjà voir les premières traces de leur succès si l'on pense au projet Neom ou celui de Qiddiya. Cette stratégie est connue sous le nom de Vision 2030 même si l'Arabie saoudite a encore un long chemin à parcourir.

Afin de comprendre tous ces enjeux, nous répondrons à la problématique suivante: **Dans quelle mesure le plan Vision 2030 s'inscrit-il dans une volonté d'une profonde modernisation structurelle et économique de l'Arabie Saoudite misant sur la jeunesse alors même que subsiste un conservatisme religieux ainsi qu'une dichotomie entre aspirations de la jeunesse et celles des hautes sphères du pouvoir ?**

La réponse à cette problématique se fera en trois parties. Premièrement, il sera question d'appréhender le volet industriel ainsi que celui du développement économique du royaume saoudien, à travers le plan Vision 2030, notamment via le gigantesque projet Neom. Puis, il sera nécessaire de s'intéresser aux questions énergétiques, notamment avec le développement des énergies renouvelables souhaité lors de la mise en place de ce plan. De plus, la question du nucléaire civil sera abordée tout comme celle de la mise en valeur des ressources naturelles. Enfin, il sera évoqué la place du tourisme dans le plan Vision 2030, ainsi que l'initiative culturelle et récréative portée par le du royaume.



Industrie et Développement : Les enjeux de la diversification économique en Arabie saoudite à l'ère de Vision 2030

RÉDIGÉ PAR DEFNE KENANOĞLU

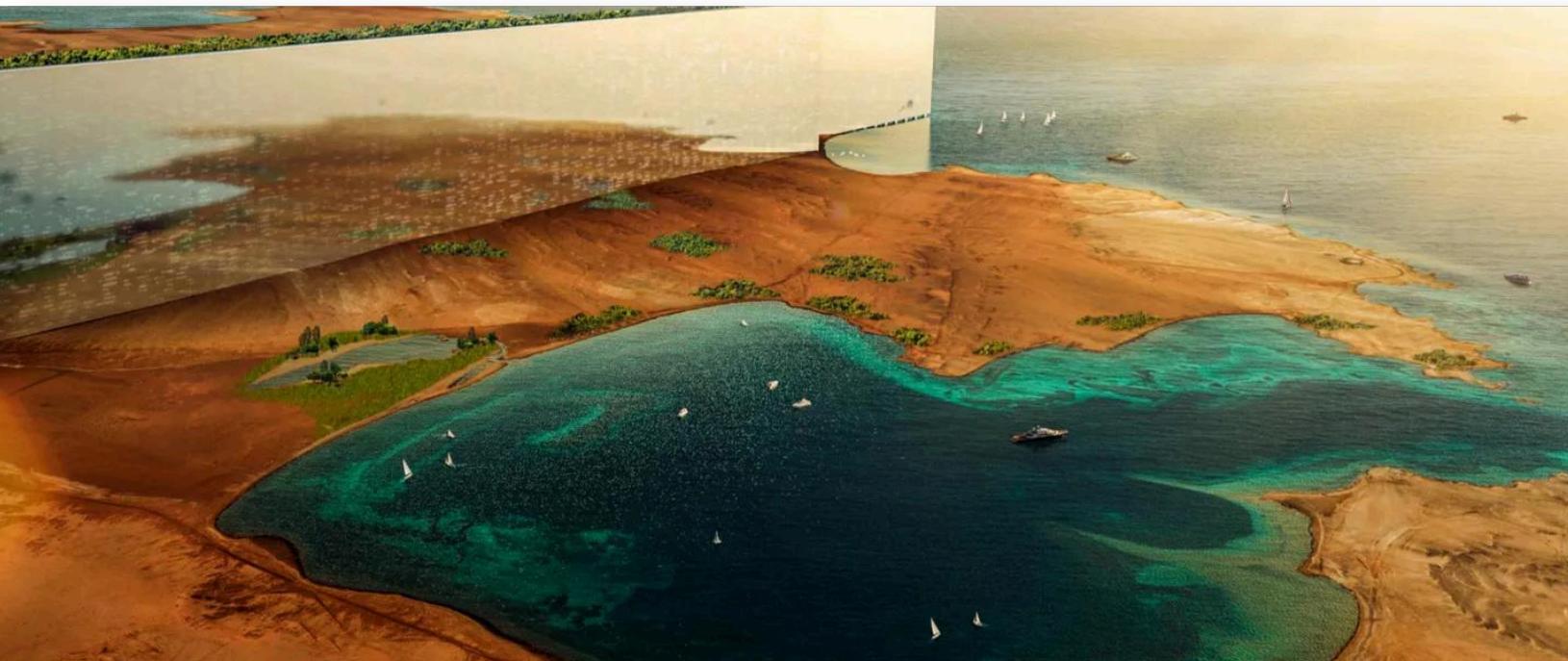


Image n°8: visuel du projet *The Line* © neom.com

L'Arabie saoudite dépend traditionnellement de ses réserves de pétrole pour soutenir son économie. Cependant, consciente de la nécessité de diversifier ses sources de revenus et de réduire sa dépendance au pétrole, l'Arabie saoudite a entrepris d'importants efforts pour développer d'autres secteurs et stimuler sa croissance économique.

L'UNE DES INITIATIVES CLÉS EST DONC LE PROGRAMME DE RÉFORME ÉCONOMIQUE APPELÉ VISION 2030.

Dans le cadre de Vision 2030, l'Arabie saoudite s'est engagée à développer son secteur touristique en ouvrant le pays aux visiteurs internationaux et en créant des destinations touristiques attrayantes. Des projets ambitieux ont été lancés, notamment la construction de la ville touristique NEOM sur les rives de la mer Rouge, l'amélioration des infrastructures et des services touristiques à La Mecque et à Médine, ainsi que la promotion du tourisme culturel et historique dans des sites comme Diriyah.

L'Arabie saoudite est-elle sur la bonne voie pour atteindre ses objectifs économiques ambitieux ? Quels sont les défis auxquels le pays sera confronté dans sa quête de diversification économique ? De plus, quel rôle jouera NEOM dans les efforts de diversification économique de l'Arabie saoudite et quel impact cela pourrait-il avoir sur son avenir économique ? Ces questions suscitent des réflexions importantes concernant les perspectives et les défis que l'Arabie saoudite devra affronter pour réaliser ses ambitions économiques.

L'Arabie saoudite connaît un développement économique ambitieux, axé sur la diversification et la modernisation de son économie. Bien que le pays soit reconnu pour ses vastes réserves de pétrole, le gouvernement saoudien reconnaît l'importance de réduire sa dépendance à son égard et de diversifier ses secteurs économiques. Le gouvernement a identifié plusieurs domaines stratégiques pour stimuler la croissance économique, notamment le tourisme, l'industrie manufacturière, les énergies renouvelables, les transports, l'agriculture, l'industrie pharmaceutique, les technologies et la privatisation des entreprises publiques.

Dans le cadre de son engagement à diversifier son économie et à réduire sa dépendance vis-à-vis du pétrole, l'Arabie saoudite s'investit activement dans le développement de plusieurs secteurs clés. De nouvelles destinations touristiques, telles que le projet de la mer Rouge et la porte de Diriyah, sont en cours de développement afin d'attirer les voyageurs du monde entier. L'Arabie saoudite est l'un des principaux producteurs d'armes au monde. Le gouvernement a investi massivement dans l'industrie de la défense et le pays est aujourd'hui un important exportateur d'armes. En 2022, l'Arabie saoudite se classait au 24e rang mondial en termes d'exportation d'armes. L'industrie manufacturière connaît également une croissance rapide grâce aux investissements massifs dans des secteurs tels que l'industrie automobile et l'industrie aérospatiale. Ces initiatives permettent à l'Arabie saoudite de se positionner comme un acteur majeur dans le domaine de la production manufacturière. En tant que carrefour stratégique entre l'Europe, l'Asie et l'Afrique, le pays investit considérablement dans les infrastructures de transport. Les aéroports, tels que l'aéroport international King Abdulaziz à Jeddah. Les ports maritimes comme celui de Dammam et les chemins de fer comme le nouveau train à grande vitesse Haramain sont développés afin de faciliter les échanges internationaux et le commerce. Le secteur agricole est également une priorité pour l'Arabie saoudite. Des investissements importants sont réalisés dans de nouvelles techniques d'irrigation et des incitations financières sont accordées aux agriculteurs afin de soutenir la production alimentaire locale. Parallèlement, l'industrie pharmaceutique bénéficie de nouvelles installations de recherche et développement, attirant ainsi les investissements étrangers. Le pays mise également sur le transfert de technologie et le développement de nouvelles technologies. Dans le cadre de réformes économiques de grande ampleur, le gouvernement saoudien entreprend la privatisation d'entreprises publiques, telles que Saudi Telecom Company et Saudi Arabian Airlines. Ces efforts visent à créer un environnement économique compétitif et à stimuler le secteur privé. En somme, l'Arabie saoudite est en pleine expansion économique, diversifiant ses investissements et créant de nouvelles opportunités dans des secteurs variés. Ces initiatives visent à bâtir un avenir durable et prospère, réduisant ainsi la dépendance du pays à l'égard du pétrole et créant un environnement économique compétitif sur la scène mondiale.

En ce qui concerne les énergies renouvelables, l'Arabie saoudite a mis en place des objectifs ambitieux pour augmenter sa capacité de production d'énergie propre, en particulier l'énergie solaire. Le pays dispose d'un excellent potentiel solaire, ce qui en fait une ressource stratégique pour diversifier son mix énergétique et réduire sa consommation de pétrole. Des projets tels que le parc éolien de Dumat Al-Jandal et le parc solaire de Sakaka ont été développés dans le cadre de cette stratégie. L'Arabie saoudite cherche également à promouvoir l'industrie manufacturière et à attirer les investissements dans ce secteur. Le pays vise à développer des industries telles que l'automobile, l'électronique, les produits pharmaceutiques et les matériaux de construction. En outre, l'Arabie saoudite s'efforce de stimuler le secteur agricole en investissant dans des technologies agricoles avancées, telles que l'irrigation efficace et la culture en serre, pour améliorer la productivité et la durabilité. Le pays vise à accroître sa production alimentaire locale et à réduire sa dépendance aux importations.

Grâce à ces diverses initiatives, le gouvernement saoudien espère diversifier l'économie, créer des emplois et bâtir un avenir économique prospère et durable.

QUE PEUT-ON DONC DIRE SUR LE PROJET NEOM ?

NEOM est une ville planifiée dans le nord-ouest de l'Arabie saoudite qui devient un centre d'innovation et de technologie. Elle s'inscrit dans le cadre de Saudi Vision 2030. NEOM se veut un "laboratoire vivant" pour les nouvelles technologies et les nouvelles idées, et devrait attirer des entreprises et des talents du monde entier. Projet ambitieux en est encore à ses débuts, NEOM a le potentiel de devenir un moteur majeur de la croissance économique et de l'innovation en Arabie saoudite.

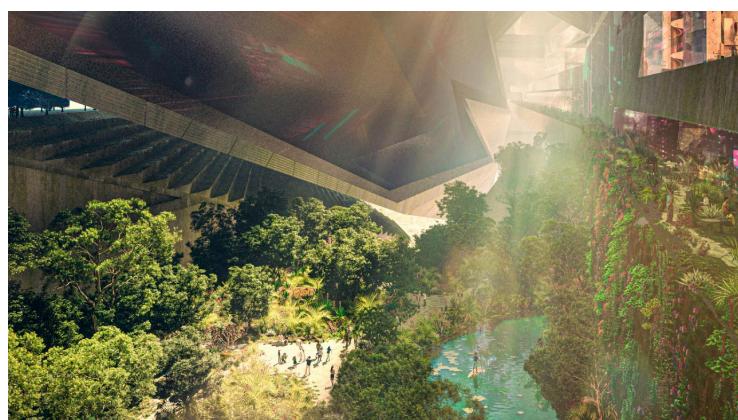




Image n°9 et 10: Visuels du projet © Neom.fr

Voici quelques-uns des défis et des opportunités auxquels NEOM est confronté :

Défis	Opportunités
Le projet est très ambitieux et coûteux.	NEOM pourrait être un moteur majeur de la croissance économique et de l'innovation en Arabie Saoudite.
Le site est éloigné et difficile à développer.	Le projet pourrait attirer des entreprises et des talents du monde entier.
L'impact du projet sur l'environnement suscite des inquiétudes.	NEOM pourrait devenir un centre mondial pour l'innovation et la technologie.

En fin de compte, le projet NEOM à l'horizon Vision 2030 en Arabie saoudite représente une mesure ambitieuse visant à créer une ville innovante et technologiquement avancée. NEOM offre de nombreuses opportunités pour attirer des entreprises et des talents internationaux, ce qui en fait un potentiel moteur de croissance économique et de transformation dans le pays.

Cependant, NEOM est également confrontée à plusieurs défis. Tout d'abord, le projet est de grande envergure et nécessite des investissements considérables. De plus, le site isolé et difficile d'accès ajoute des contraintes au processus de développement. Enfin, les préoccupations environnementales liées à l'impact du projet doivent être prises en compte et résolues de manière adéquate.

Malgré ces défis, NEOM présente des opportunités prometteuses pour l'Arabie saoudite. En réussissant à réaliser son potentiel, NEOM pourrait se positionner comme un centre mondial d'innovation et de technologie, stimulant ainsi la croissance économique et favorisant l'émergence d'une économie diversifiée et axée sur les industries du futur.

En résumé, l'Arabie saoudite s'engage activement dans un processus de diversification économique grâce à son programme Vision 2030. Ce programme vise à développer plusieurs secteurs clés afin de réduire la dépendance du pays au pétrole et de créer de nouvelles opportunités de croissance.

La place de l'énergie et des ressources naturelles dans le projet Vision 2030

RÉDIGÉ PAR THÉO BANSE



Image n°11: Champs de panneaux solaires à la King Abdulaziz City of Science and Technology © Reuters

L'un des principaux enjeux du projet Vision 2030 est la question des énergies et des ressources. Il s'agit d'un défi de taille car les prévisions placent sur une augmentation de 300 % de la consommation électrique saoudienne d'ici 2030. En parallèle, la question de l'eau demeure problématique dans un pays où l'approvisionnement repose quasi exclusivement sur le dessalement de l'eau de mer. Ce sont ici des enjeux qui trouvent un écho tout particulier dans un pays où 90 % de la population sera urbaine en 2050.

Le projet Vision 2030 tente alors d'apporter une réponse à l'omniprésence du pétrole dans la consommation intérieure. Cette consommation en or noir était de 5 % de la production totale saoudienne lors des deux premiers chocs pétroliers dans les années 1970. Elle dépassa les 15 % au début des années 1990. Aujourd'hui plus d'un tiers de la production saoudienne serait consommée à des fins domestiques. La production électrique et les transports en sont les principales raisons. C'est pour cela que la transition énergétique vers le renouvelable et le nucléaire devient inévitable, mais difficile d'amorcer un changement aussi considérable dans un pays où l'or noir est considéré comme un don de Dieu.

LE DÉVELOPPEMENT DES ÉNERGIES RENOUVELABLES

Un des axes privilégiés concerne donc les énergies renouvelables. Le royaume veut devenir un géant des énergies vertes afin de réduire la consommation intérieure en or noir. Le parc électrique saoudien est aujourd'hui quasi exclusivement constitué de centrales thermiques fonctionnant au fioul et au gaz. Les énergies renouvelables constituent un levier permettant de réduire le gaspillage que constitue la production électrique par combustion de ressources fossiles, tandis que ces derniers pourraient être dédiés à l'exportation.

Cette demande intérieure d'énergie ne fera que croître, en particulier l'électricité (une consommation qui pourrait doubler d'ici 2032), alors que parallèlement les réserves en d'hydrocarbure diminuent. Ainsi, le régime souhaite que d'ici 2032, 50 % de l'électricité soit produite grâce au renouvelable et au nucléaire. Les économies de pétrole pouvant être effectuées d'ici 2030 sont estimées à 25 % par rapport à la consommation actuelle, date à laquelle Riyad mise sur une production d'énergie renouvelable de 9,5 GW.



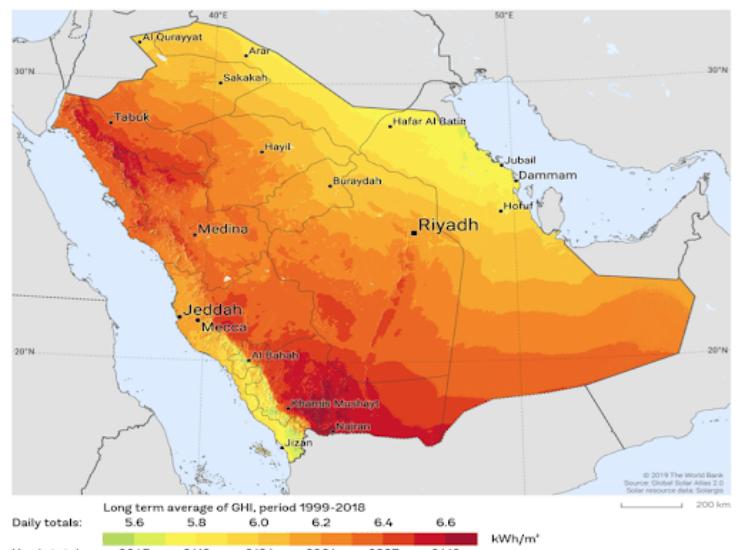
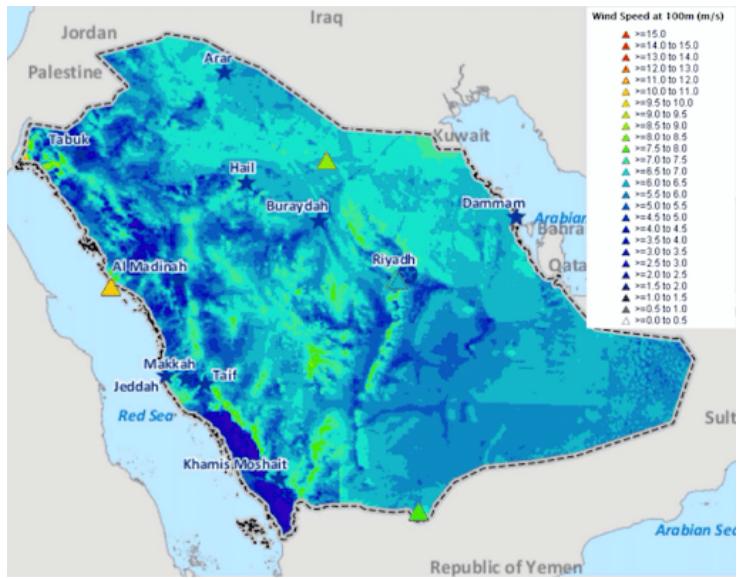
Image n°12 : Mise en service de la première turbine éolienne en Arabie Saoudite à la mi-janvier 2017 © Aramco

Il faut dire qu'avec le choix du solaire, de l'éolien et de la géothermie, l'Arabie Saoudite va pouvoir exploiter de nombreux avantages géographiques qui ne sont encore que trop peu privilégiés.

En effet, le climat saoudien et les vastes étendues de terrains plats font du royaume une zone idéale pour l'installation de centrales solaires. Avec des zones d'irradiation (exposition au rayonnement solaire) les plus élevées de la planète, un réseau d'infrastructures de transport d'énergie existant et une certaine expertise dans le domaine du solaire, le royaume veut faire valoir cette source d'énergie dans son mix énergétique. Le potentiel est donc énorme et le développement des technologies solaires s'avère plus avantageux quant à l'environnement saoudien.

Au niveau de l'éolien, trois régions se distinguent (rappelons qu'un vent de 6 mètres par seconde est nécessaire pour qu'une éolienne soit viable économiquement). Ainsi, les régions nord-est, centrale et ouest du pays sont tout à fait viable pour l'installation d'éoliennes avec un vent à 8 mètres par seconde.

Enfin, la géothermie est la troisième source d'énergie renouvelable pouvant être développée. Le pays dispose de dix sources d'eau chaude adaptées à la production d'énergie géothermique. Elles sont principalement situées à l'ouest, en particulier la source chaude d'Al Khouba qui est considérée comme celle présentant le plus fort potentiel.



Cartes n°1 et 2 : En haut, la vitesse du vent (les zones les plus foncées étant les zones où la vitesse du vent est la plus élevées) en bas, le taux d'irradiation (en rouge les zones les plus exposées). Source : © Tazay, Ahmad. (2020). *Techno-Economic Feasibility Analysis of a Hybrid Renewable Energy Supply Options for University Buildings in Saudi Arabia*.

Il reste encore beaucoup à faire pour atteindre les objectifs fixés. En 2021, le solaire ne représentait que 0,2 % de la production totale d'énergie. Pour assurer un tel développement du secteur, le royaume veut compter sur des entreprises internationales, mais aussi locales. Les Saoudiens peuvent en effet compter sur leurs entreprises dans le domaine, comme Abdul Latif Jameel Energy, basée à Riyad, qui développe depuis 10 ans des projets de développement dans le domaine du solaire sur les marchés du Moyen-Orient et dans le monde. En 2010, le pays a également créé la King Abdullah City for Atomic and Renewable Energy (KA-CARE) afin de garantir la recherche sur ces questions et concrétiser la réalisation de ses objectifs.

Pour les investissements, Riyad prévoit des privatisations et des créations de monopoles. Le Public Investment Fund (PIF), le fonds souverain saoudien, va également être amené à jouer un rôle important dans le développement des énergies renouvelables. Ce dernier s'est dit prêt à investir 45 milliards de dollars dans le Vision Fund dédié aux technologies, et ce aux côtés du japonais Softbank. Il s'agit d'un fonds de 100 milliards de dollars afin de développer les énergies renouvelables, en particulier le solaire.

LA QUESTION DU NUCLÉAIRE CIVIL

Les énergies renouvelables sont ainsi amenées à couvrir 25 % des besoins énergétiques du royaume d'ici 2030, mais afin d'atteindre les 50 % d'énergie propre à cette date, Riyad mise sur le nucléaire civil. C'est ainsi en juin 2013 qu'est annoncé le projet de construire 16 réacteurs nucléaires avec un coût de 100 milliards de dollars. Ces réacteurs devraient essentiellement se situer le long de la mer Rouge et des côtes du golfe Persique. L'Arabie saoudite dispose d'uranium, probablement autour de 6% des réserves d'uranium au niveau mondial, encore inexploité dont elle voudrait se servir.

Cependant la pandémie a freiné ses ambitions. Le Covid-19 a basculé l'agenda du Royaume car le secteur de l'énergie, aussi bien le nucléaire que le renouvelable, nécessite d'importants investissements étrangers. Plus largement, la question du nucléaire s'avère beaucoup plus épineuse que celle des énergies renouvelables.

En 2019, Bloomberg avait publié des clichés d'un mini-réacteur sur le terrain de l'Université scientifique du roi Abdulaziz. Peu de temps après, Riyad ne cachait pas ses ambitions ; « nous avons la chance d'avoir beaucoup de ressources en uranium. Nous voulons opter pour le cycle complet : production, enrichissement, utilisation de l'uranium, et jusqu'à l'acquisition de nouvelles technologies » avait affirmé le ministre de l'énergie saoudien. Il semble d'ailleurs que la priorité de l'Arabie saoudite soit celle de l'enrichissement de l'uranium. Avant cette déclaration du ministre de l'énergie, le gouvernement saoudien n'avait jamais admis de façon aussi directe qu'elle cherchait à miner son propre uranium et à l'enrichir sur son sol. Malgré les réserves, les Saoudiens n'ont pas les capacités d'enrichir le nucléaire.



Image n°13 : Image satellite de l'entreprise Planet Labs montrant la construction d'un petit réacteur de recherche au sein de la *King Abdulaziz City for Science and Technology* à Riyad. © Planet Labs Inc

La crainte que l'Arabie saoudite ne se limite pas au nucléaire civil apparaît cependant. Mike Pompeo, secrétaire d'État sous l'administration de Donald Trump, avait déclaré que « si vous ne pouvez pas faire confiance à un régime avec une scie de boucher, vous ne devriez pas lui faire confiance avec des armes nucléaires ». La question du nucléaire en Arabie saoudite se heurte donc aux réticences américaines. Des propos qui ne sont d'ailleurs pas hors contexte puisque MBS avait lui-même déclaré que « l'Arabie saoudite ne veut pas acquérir l'arme nucléaire, mais si l'Iran développait une bombe, nous suivrons sans aucun doute » en 2018.

L'Arabie saoudite est déterminée à acquérir les technologies nucléaires, du moins civiles. Avec la fin des hydrocarbures, le nucléaire s'avère être une source vitale. Alors que le mix énergétique mondial est essentiellement basé sur le charbon et l'hydroélectricité, le royaume ne bénéficie d'aucune de ces deux ressources, tandis que le solaire et l'éolien ne peuvent à eux seuls suffire. Ainsi, Riyad insiste depuis des années pour que Washington l'aide à développer un programme nucléaire. Ces discussions traînent en longueur face aux refus saoudiens de certaines conditions américaines empêchant le développement de l'arme nucléaire.

Les discussions américano-saoudiennes au sujet du nucléaire avaient débuté en 2012.

Des membres de l'administration Trump avaient justement fait pression pour que les États-Unis s'impliquent dans ce projet et ce souvent de façon secrète, ce qui a été dénoncé par certains parlementaires américains. Suite aux accords d'Abraham en septembre 2020, qui ont amené les Émirats arabes unis et Bahreïn à normaliser leurs relations avec Israël sous l'égide de Washington, l'Arabie saoudite avait brandit la coopération nucléaire comme condition à la reprise des ses relations avec Israël. Cependant, Donald Trump a quitté ses fonctions avant qu'un accord n'ait pu être conclu.



Image n°14 : Le président Donald J. Trump avec le prince Mohammed en 2019. © Erin Schaff/The New York Times

La relation plus complexe entre Joe Biden et MBS ne facilite cependant pas le dossier. L'administration Biden insiste sur certaines garanties ce qui poussent les dirigeants saoudiens à sonder d'autres acteurs du secteur. La première serait la sud-coréenne Korea Electric Power Corp. Les Sud-Coréens étant alliés des États-Unis, l'entreprise ne se lancerait pas dans un projet sans un accord de non prolifération. Il en va de même avec EDF pour la France. Quant à la Russie, l'Arabie ne souhaite pas se mêler aux sanctions occidentales imposées à Moscou.

Il reste donc l'option de la China National Nuclear Corporation (CNNC). Bien que les responsables saoudiens considèrent la technologie nucléaire américaine comme la meilleure option, ils sont ouverts à la technologie chinoise. Les deux pays coopèrent sur le plan militaire et la Chine a déjà procédé à des transferts de technologie au niveau militaire, notamment des missiles. La CNNC a signé un accord avec les autorités saoudiennes pour contribuer à l'exploration et au développement des ressources en uranium du royaume.

Reste à voir si les Américains reviendront sur certaines conditions afin de ne pas laisser la place aux Chinois. Quoi qu'il en soit, ces dernières années la Chine a aidé l'Arabie saoudite à développer six à huit sites de prospection d'uranium dans l'ouest du pays. Ces sites ne sont cependant pas encore équipés d'usines de broyage et de traitement nécessaires à l'enrichissement de l'uranium.

LA MISE EN VALEUR DES RESSOURCES NATURELLES

Autre que l'uranium, l'Arabie saoudite possède également de nombreuses ressources minières. Elle souhaite d'ailleurs les utiliser comme levier de diversification et réduire la place du pétrole dans ses exportations. L'objectif est d'augmenter la place des produits non pétroliers dans les exportations à hauteur de 50 % de son PIB (aujourd'hui 16%). Pour cela, elle compte s'appuyer sur ses ressources de phosphates et de bauxite afin de produire des engrains et de l'aluminium, 35 milliards de dollars ont déjà été investis dans ce secteur. D'autres ressources comme le cuivre, le zinc, le plomb, l'or, l'argent et le fer laissent place à des prospections pour de futures exploitations.

Ce sont surtout le cobalt, le lithium, le titane et autres terres rares qui intéressent. L'Arabie saoudite aurait sous son sol quarante-huit minéraux dont certains étant indispensables aux besoins mondiaux. En raison de ces ressources, le royaume veut devenir un élément de la chaîne d'approvisionnement des matières premières essentielles à la fabrication de produits pour les industries des énergies renouvelables. Exploitées de façon efficace, ces ressources contribueront également à la transition vers le renouvelable au niveau local.

D'autres minéraux comme le phosphate sont indispensables à la fabrication d'engrais qui contribueront à atteindre les objectifs agricoles et de sécurité alimentaire saoudiens. Enfin, le secteur minier, situé loin des villes, pourrait permettre de freiner, ou du moins atténuer, les problématiques liées à l'exode rural dans le Royaume.

Le secteur minier a été relégué au second plan durant des dizaines d'années par manque d'investissements. Afin d'attirer des investisseurs et entreprises internationales, le ministère saoudien de l'Industrie et des Ressources Minérales procède à la vente de droit d'exploration minière et d'exploitation par le biais de vente aux enchères.

Le secteur minier a bénéficié du plan *Vision 2030*, il en est l'un des trois piliers industriels. Des investissements de plus d'un milliard de dollars ont ainsi permis de dégager les potentialités de ce secteur et de mettre en avant de nouvelles opportunités.

LA PROBLÉMATIQUE DE L'EAU

Enfin, demeure la question d'une ressource essentielle : l'eau. Il s'agit ici d'un problème de grande ampleur pour l'Arabie saoudite qui fait face aux problèmes du manque de ressources en eau. Avec une faible pluviométrie et une absence de lacs et de rivières, il n'existe que trop peu de réserves d'eau qui seraient facilement accessibles. Un problème couplé à la forte consommation d'eau des Saoudiens qui serait deux fois plus élevés que la consommation mondiale, avec une consommation de 265 litres d'eau par jour (150 litres en moyenne en France).

La demande en eau est ainsi comblée par le dessalement d'eau de mer, par des barrages conservant, tant bien que mal, les eaux de pluie dans les massifs montagneux ainsi que les nappes phréatiques qui s'épuisent à grande vitesse. Le pays est le plus gros producteur d'eau dessalée au monde avec 3 millions de mètres cubes d'eau potable produit quotidiennement. Le plan *Vision 2030* veut donc répondre à cette question sensible de l'eau et sa rareté. Le pouvoir vise une utilisation optimale des ressources en eau notamment par la réduction de la consommation et l'utilisation de l'eau renouvelable et traitée.



Image n°15: Usine de désalination en Arabie saoudite
© saudigazette.com

Le dessalement n'est pas soutenable sur le long terme, car c'est un processus qui consomme énormément d'électricité, une électricité issue du pétrole, il n'est donc pas possible de perpétuer cette production qui mourra avec la fin de l'or noir. Le coût environnemental est aussi élevé, car le rejet du sel à la sortie de l'usine amène à de trop fortes concentrations pour la faune et la flore marine. Le développement d'énergies renouvelables s'avère alors essentiel pour poursuivre ce processus et pour pouvoir constituer des usines de dessalement durables. Une combinaison entre les énergies renouvelables et une usine de dessalement pourrait voir le jour, mais ces nouvelles technologies sont encore à leurs débuts. Sur le moyen terme, l'énergie solaire, éolienne et géothermique seront à privilégier.

L'Arabie Saoudite, nouveau royaume du divertissement en devenir et futur haut lieu touristique, sous l'égide du plan Vision 2030.

RÉDIGÉ PAR LILIE LENOIR



Image n°16 : Projection de Qiddiya, futur hub du divertissement du royaume saoudien, impulsé par le plan Vision 2030 © qiddya.com

Au-delà d'un volet économique et énergétique au sein du plan Vision 2030 lancé par le souverain MBS, ce dernier dispose d'un volet culturel et touristique témoignant d'une volonté de promouvoir la culture de l'Arabie saoudite et de faire du royaume une destination touristique majeure. La culture offrant un panorama très vaste, cette analyse tend à se concentrer sur quatre éléments : le cinéma, le secteur du luxe, le tourisme et le divertissement.

D'UNE INTERDICTION À LA PROMOTION DU SEPTIÈME ART : LE RÔLE DU CINÉMA DANS LA DIVERSIFICATION ÉCONOMIQUE DE L'ARABIE SAOUDITE

Alors qu'il y a quelques semaines, le Festival de Cannes s'est déroulé du mardi 16 mai au samedi 27 mai dont l'objectif premier est de récompenser le travail de talentueux réalisateurs, celui-ci met en relief le poids grandissant de certaines puissances, dont l'Arabie saoudite dans les productions cinématographiques à l'échelle mondiale.

Le royaume saoudien n'a pas hésité à soutenir financièrement 5 œuvres en compétition au sein de cette 76ème édition du festival, notamment le film tunisien *Les Filles d'Olfa* réalisé par Kaouther Ben Hania. Cette œuvre

retrace l'histoire d'une mère de 4 jeunes filles interprétée par l'actrice Hend Sabry qui doit faire face à la radicalisation de deux d'entre elles.



Image n°17: Affiche officielle de l'œuvre cinématographique *Les filles d'Olfa*, de Kaouther Ben Hania © Tanit Films

Bien que l'Arabie saoudite soutienne des films au sein de ce festival à rayonnement international, ces initiatives dans le domaine du cinéma ne se limitent pas à ce simple acte. Imprégnée d'un islam wahhabite, un courant religieux qui prône un retour à l'unicité de Dieu afin de retrouver la pureté rituelle des trois premiers siècles de l'Islam qui semble alors selon ses défenseurs, en perdition, l'Arabie saoudite s'ouvre pourtant au divertissement. Certains arts à l'instar du cinéma sont considérés par les courants les plus rigoristes comme une distraction éloignant le croyant de son créateur et semble donc constituer un potentiel obstacle au développement du septième art. Même si celui-ci était officiellement interdit, l'office du film national voit le jour en 2008. La transition s'amorce en 2017, en particulier avec l'acte symbolique de rouvrir les salles de cinéma jusqu'alors fermées durant plus d'une trentaine d'années, ouverture effective en 2018 (Budin-Juteau, 2023). En quelques chiffres, en 2023, le royaume comptait en son sein pas moins de 54 cinémas dans plus de 10 villes, soit 482 écrans fonctionnels au total (Budin-Juteau, 2023). D'ici 2030, selon les prévisions, près de 2600 écrans de cinéma seront construits, sous l'égide de la Commission générale des médias audiovisuels ainsi que l'autorité chargée de la réglementation des cinémas dans l'optique de pourvoir du divertissement aux populations saoudiennes.

En complément des installations réalisées, et de celles en projet afin d'équiper d'une manière adéquate les villes en cinémas, l'Arabie Saoudite tente de rivaliser avec les événements cinématographiques les plus prestigieux. Pour ce faire, en guise de prémisses afin d'attirer les foules, les Saudi cinema Nights (qu'il est possible de traduire par les Nuits du cinéma Saoudien) furent organisées en mai 2021, initiées par le Red Sea International Film Festival, cinq mois avant l'inauguration officielle de ce festival cinématographique. Ces Nuits du cinéma Saoudien se sont déroulées au Muvi Cinemas Mall of Arabia, à Djeddah, durant deux journées. L'enthousiasme était palpable, notamment autour de deux œuvres cinématographiques : Carnaval City et la première arabe de 40 Years and One Night qui avait été dévoilée en 2020 lors de sa première mondiale au Festival du Film arabe de Malmö. Puis, en décembre 2021, le Red Sea International Film Festival naît au sein de la ville de Djeddah, promouvant dès sa création le travail de cinéastes dans leur langue maternelle, où leurs réalisations s'attardent sur des causes qui leur sont chères.

La deuxième édition de cet événement temporaire qui s'est tenue en 2022, ne laisse pas indifférents les habitants du Golfe : pas moins de 30 000 festivaliers ont fréquenté les fauteuils rouges désireux de découvrir 138 films au total, produits dans une soixantaine de pays différents parmi lesquels 48 sont à la fois des premières et d'origine arabes, sans oublier les 27 films saoudiens présentés.



Image n°18: Lauréats, jury et organisateurs de la deuxième édition du Red Sea International Film Festival.

© RSIFF

Deux tendances peuvent se lire au sein de cette dynamisation de l'art cinématographique par le royaume saoudien : la première s'articule autour de l'idée de promouvoir l'histoire du pays et de la faire connaître au grand public hors des frontières, la deuxième vise quant à elle, au travers du soft power à se rapprocher de certains États. Afin de raconter sa propre histoire, le royaume saoudien n'hésite pas à convoquer des systèmes de productions internationaux en participant à des financements d'œuvres cinématographiques internationales et en prenant part à des franchises à succès en Occident. Pour ne citer qu'un exemple de cette collaboration à double-sens, l'œuvre hollywoodienne Cherry co-produite par l'Arabie Saoudite, où des scènes furent tournées dans la périphérie désertique de Médine, Al-Ula où les paysages époustouflants dignes d'un no man's land, ont séduit les réalisateurs (Budin-Juteau, 2023). Nonobstant, l'Arabie saoudite mise particulièrement sur son rapprochement avec la puissance française dans le développement du cinéma, et notamment dans la formation des futurs réalisateurs, preuve là encore que la jeunesse joue un rôle majeur dans toutes les sphères du plan Vision 2030.

Des échanges universitaires sont par conséquent organisés, offrant la possibilité à une quinzaine d'étudiantes et d'étudiants saoudiens de suivre un cursus de l'École de l'Image lors de l'année universitaire 2022-2023. Cette offre de formation est la résultante d'un partenariat entre les Gobelins, la MBC Academy en d'autres termes l'institut de formation, du groupe audiovisuel saoudien aux métiers du divertissement ainsi que Génération 2030. D'un point de vue global, l'association Génération 2030, créée en 2019 à Paris, constitue un symbole dans ce rapprochement culturel franco-saoudien, promouvant des actions bilatérales et favorisant ainsi la compréhension biculturelle. Même si le septième art est l'un des fers de lance du soft power et de la diversification économique menée par l'Arabie saoudite, promouvant la culture, par le biais de son plan Vision 2030, cette dernière tend à miser également sur le luxe et là encore sur le rapprochement avec certains États.

ENTRE MULTIPLICATION DES PARTENARIATS AVEC DES ÉTATS ET L'ESSOR D'UN TOURISME DE LUXE : LE POIDS GRANDISSANT DU ROYAUME SAOUDIEN DANS LE SECTEUR DU LUXE

L'Arabie saoudite est un exemple de promotion de leur propre vision du luxe au travers du plan Vision 2030 qui y accorde une certaine importance. Afin de promouvoir ce dernier, le pays entend organiser des évènements temporaires à sa manière. Un défilé de mode se tenant à l'hôtel Hilton de Djeddah a marqué les esprits : même si les défilés du monde entier disposent de nombreux points communs concernant leur organisation, le show n'a pas laissé apparaître des mannequins, mais des drones. Ce choix de faire défiler des drones peut s'expliquer par le contexte dans lequel il s'est déroulé, c'est-à-dire en plein mois de Ramadan. Le créateur s'est alors confié sur ce choix au journal BBC Arabic : « L'idée, c'est que nous voulions ajouter des choses simples et belles ».¹ La première Fashion Week initiée en avril 2018, veillait au respect de la pudeur, portait une grande attention aux questions de la transparence des vêtements à destination d'un public féminin. Alors que le défilé dans l'hôtel Hilton comptait des hommes, les organisateurs ont pris la décision de se passer de mannequins.²

Or, cette décision peut être lue dans une double approche : tout d'abord comme un frein quant à l'essor du secteur du luxe en Arabie saoudite avec des contraintes trop strictes à respecter en termes d'organisation de ce genre d'évènements. Dans un second temps, elle peut être perçue comme fascinante, innovante et s'ancre dans les projets menés en lien avec les nouvelles technologies ou encore l'Intelligence artificielle. Là encore, l'Arabie saoudite dans son processus de transition économique se tourne vers l'Intelligence artificielle autour de son projet de *smart City* intitulé Neom, un « hub technologique » dont le coût s'élève à 500 milliards de dollars (Aïssa Touazi, 2019). Les maisons de luxe se tournent de plus en plus vers l'Intelligence artificielle, qui est perçue comme un défi majeur du XIXème siècle. Cette idée novatrice, portée par le prince Mohammed Ben Salmane pourrait être en faveur de l'implantation des maisons européennes au sein de l'Arabie saoudite qui représente un marché de consommateurs à conquérir en raison d'une vision commune vers le digital. Les maisons de luxe pourraient imaginer par la suite, des parfums synthétiques ou naturels intelligents, en outre, qui s'adaptent au client, à ses émotions ou lui-même en générant (Hanania, Musnik & Gaillochet, 2019). Ces visions futuristes sont également visibles dans la catégorie du prêt-à-porter via l'usage de tissus biosensoriels permettant à la demande du client de se resserrer épousant les formes de son corps. La technologie mise en place à savoir l'implantation de nanocristaux vise par exemple à la thermorégulation du corps (Hanania, Musnik & Gaillochet, 2019).

L'Arabie saoudite compte bien dynamiser le secteur du luxe en signant des accords avec des partenaires clés tels que la France. Lors de sa visite en France en 2018, le prince héritier Mohammed Ben Salmane a réaffirmé la volonté de compter comme partenaire du développement économique la France, ce qui a mené selon Al-Arabiya TV à la signature d'une vingtaine d'accords économiques d'une valeur de plus de 18 milliards de dollars même si cette dernière n'a pas précisé s'il s'agissait de lettres d'intention ou de contrats fermes.³ Le Président de la République, Emmanuel Macron a d'ailleurs commenté ces signatures d'accords : « En la matière, les secteurs des médias, des télécommunications, de l'innovation, des loisirs comme du luxe sont identifiés comme stratégiques et sont cohérents avec la volonté qui est la nôtre de porter un projet pour l'intelligence française et le savoir-faire français ». ⁴

1 Propos du réalisateur du défilé recueillis dans Arabie saoudite : un défilé de mode préfère les drones aux mannequins, 2018 : https://www.lepoint.fr/monde/arabie-saoudite-un-defile-de-mode-prefere-les-drones-aux-mannequins-08-06-2018-2225522_24.php

2 Ibid

L'Arabie saoudite va investir dans les médias et le luxe en France. (s.d.-b). *FashionNetwork.com*. https://fr.fashionnetwork.com/news/L-arabie-saoudite-va-investir-dans-les-medias-et-le-luxe-en-france_966699.html

3 [france_966699.html](https://fr.fashionnetwork.com/news/L-arabie-saoudite-va-investir-dans-les-medias-et-le-luxe-en-france_966699.html)

4 Ibid

Subséquemment de la mise en place de ces partenariats avec la France, véritable terre de savoir-faire, l'Arabie saoudite développe deux modèles touristiques : l'un axé sur le tourisme de luxe et l'autre axé sur le tourisme historique promouvant la culture du royaume. Il semble nécessaire de rappeler que l'Arabie saoudite a seulement accordé ses premiers visas touristiques aux touristes internationaux en 2019. Le plan Vision 2030 lie même le secteur touristique au haut de gamme en élaborant un tourisme de haut-standing au travers du projet intitulé Red Sea, qui s'articule autour de l'idée d'aménager une cinquantaine d'îles localisée au large de la côte ouest de l'Arabie saoudite afin d'y accueillir des complexes touristiques luxueux (Aïssa Touazi, 2019).



Image n°19 :Projet d'aménagement d'une cinquantaine d'îles artificielles nommé Red Sea © readseaglobal.com

Ce projet est porté par La Red Sea Development Company, une société détenue à 100 % par le Fonds public d'investissement (PIF) du royaume saoudien. Le complexe s'appuiera sur une installation de stockage de batteries à 1000 MWh souhaitant s'ancrer dans l'usage d'énergies renouvelables. Trois objectifs principaux sont visibles dans l'accomplissement de ce projet : le premier est de développer de nouvelles opportunités touristiques pour le royaume en faisant de ce complexe hôtelier une destination attractive à la fois pour les touristes locaux et internationaux. Le second s'oriente autour de la contribution de ce complexe hôtelier à la diversification de l'économie du royaume. Le dernier objectif s'articule autour de l'idée de responsabiliser la jeunesse saoudienne en créant des opportunités économiques et éducatives.⁵

En complément de ce tourisme qui mise sur une expérience haut de gamme, un autre modèle touristique se penche davantage sur l'histoire du royaume.

Mohammed ben Salmane, souverain de ce dernier, mise en particulier sur la province d'Al-Ula, territoire convoquant la mémoire de la cité d'Al-Hijr. Cette cité, accueillit des nomades arabes qui se sédentarisèrent et développèrent l'agriculture autour des dattes, des figues ou encore des olives. Ce lieu était également un espace de transit entre le Yémen et l'actuel territoire de la Jordanie. De nos jours, des traces du passé sont perceptibles comme en témoignent les vestiges de 93 tombeaux sculptés au sein de la roche. L'Arabie saoudite souhaite faire de cette province, une destination touristique majeure. Royaume ambitieux à l'image de son dirigeant, les prévisions affolent les compteurs puisque 2 millions de visiteurs sont attendus en 2035. Afin de répondre à cette demande en pleine hausse en une courte durée, 10 000 chambres d'hôtel doivent être construites au cours de la décennie. Le royaume tend à conserver son patrimoine comme le met en relief l'inscription de la cité d'Hégra en périphérie de la ville d'Al-Ula, au patrimoine mondial de l'UNESCO en 2008. Là encore, l'Arabie saoudite ne fait pas cavalier seul, elle n'hésite pas à solliciter l'aide de l'État français dans la pérennisation de son projet : en 2018 un accord de coopération est signé de manière conjointe. L'Agence française pour le développement d'Al-Ula joue un rôle clé dans l'accompagnement vers le développement de la province d'Al-Ula en termes de sécurité, d'archéologie et d'hôtellerie. Cette dernière n'hésite pas à s'entourer de talentueux architectes à l'instar de Jean Nouvel à l'origine du Louvre d'Abu Dhabi où l'un des projets majeurs du développement touristique d'Al-Ula est la création d'un hôtel cinq étoiles construit à même la roche.

L'ARABIE SAOUDITE : UN FUTUR ROYAUME DU DIVERTISSEMENT ?

L'un des projets phares en termes de divertissement est celui de Qiddiya dans le but de faire passer du bon temps aux populations saoudiennes et en amenant de la légèreté dans leur quotidien. Pour mener à bien ce projet, Qiddiya Investment Co, une société par actions a signé un accord avec l'entreprise Almabani General Contractors et l'entreprise française Bouygues Bâtiment International afin de construire le parc à thème nommé « Six Flags Qiddiya » organisé en six zones thématiques et regroupant 28 attractions au total.

5 D'après The Red Sea. (s. d.). Vision 2030. <https://www.vision2030.gov.sa/v2030/v2030-projects/the-red-sea/>

6 Qiddiya, une destination touristique mondiale en cours de réalisation. (2022, 6 janvier). Arab News FR. <https://www.arabnews.fr/node/189056/%C3%A9conomie>

Ces attractions ne sont pas les seules initiatives afin de pourvoir la société saoudienne en divertissement : à celles-ci s'ajoutent des centres artistiques, des terrains de festival, un stade sportif, des magasins et des restaurants, des lotissements, un circuit de course automobile et un terrain de golf. Le projet, qui en est à ses débuts, emploie actuellement environ 500 personnes, dont 60 % de Saoudiens et permet donc de lutter contre le chômage. [12]

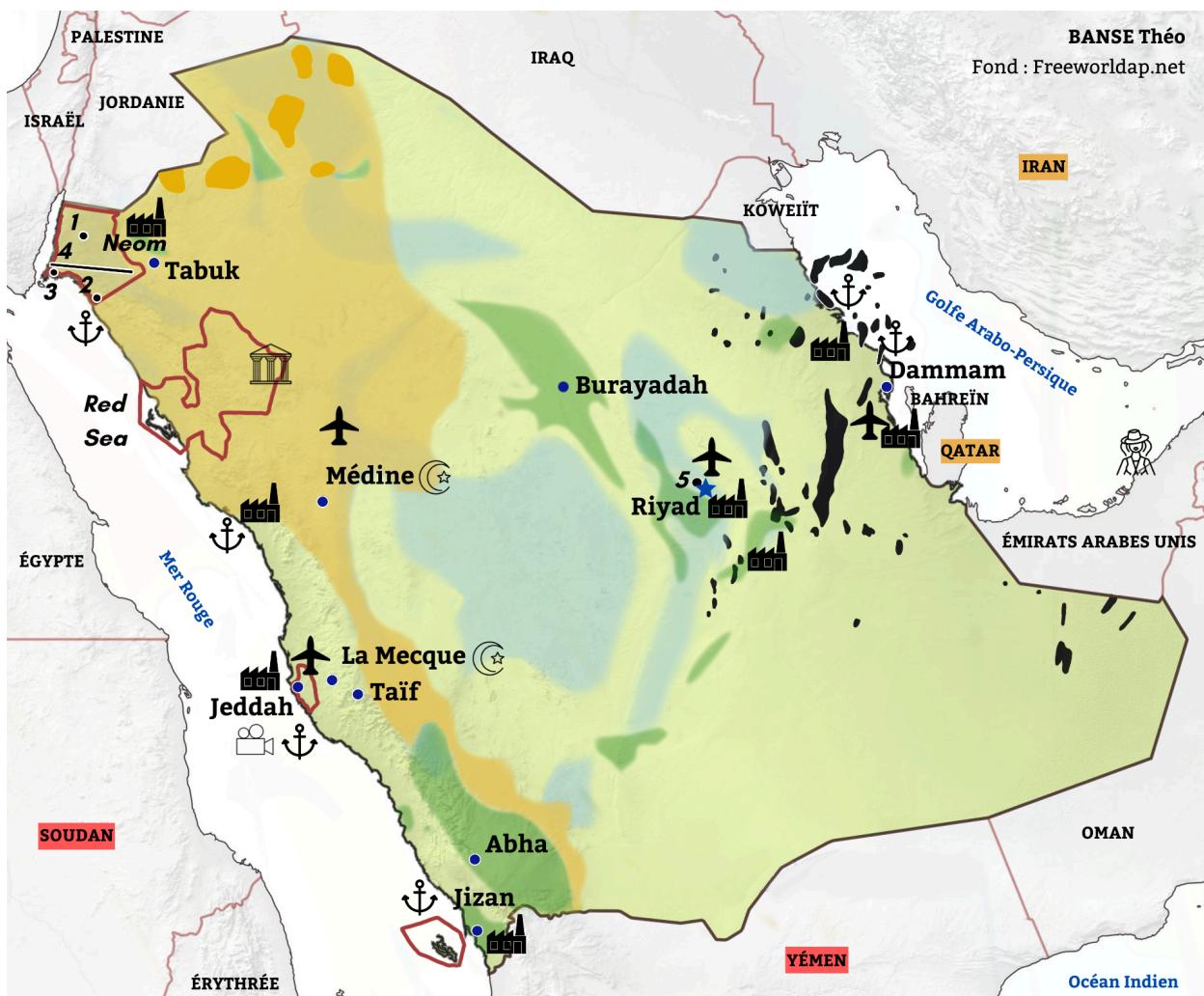
Ainsi, au travers du plan Vision 2030, le royaume saoudien tend à partager sa culture et son héritage aussi bien en son sein, qu'en-dehors de ses frontières. Le développement du septième art, du secteur touristique, celui du luxe ou encore

celui du divertissement s'inscrit dans la continuité de la diversification économique et d'ouverture culturelle souhaitées par l'Arabie saoudite dans l'optique de réduire sa dépendance aux hydrocarbures qui a permis antérieurement la prospérité de l'État. L'État saoudien ne compte pas s'arrêter de si bon pas, il compte renforcer le secteur du divertissement et plus globalement son *soft power*, en organisant la Coupe du monde de football en 2030. L'influence grandissante de l'Arabie saoudite dans le secteur du sport est visible. Par conséquent, une analyse dédiée à cette thématique est à retrouver au sein d'une annexe intitulée : le sport comme stratégie de *soft power* dans les pays du golfe Arabo-persique.



Carte

CRÉÉE PAR THÉO BANSE



Le projet Vision 2030 : l'Arabie saoudite parviendra-t-elle à se réformer ?

Les projets et initiatives de Vision 2030...

★ Capitale

● Principales villes

⚓ Ports

✈ Aéroports internationaux

▣ Projets de cluster industriel

— Zone de mégaprojets

● Projets mentionnés

1 Trojena

2 Oxagon

3 Sindalah

4 The Line

5 Qiddiya

☪ Lieux Saints

🎥 Red Sea International Film Festival

👗 Arab Fashion Week (Dubai)

🏛️ Cité d'Hégra

... prenant place dans un environnement riche en ressources mais avec un contexte régional complexe

■ Resources en hydrocarbures

■ Réserves de phosphates

■ Zones à potentiel pour le développement du solaire

■ Zones à potentiel pour le développement de l'éolien

■ Zones de développement agricole

OMAN Pays de la région

YÉMEN Zone de conflits

IRAN Tensions avec l'Arabie saoudite



Conclusion

RÉDIGÉE PAR AXEL PINEL

En conclusion, l'Arabie saoudite menée par le prince héritier Mohammed Ben Salmane, ne cache plus ses ambitions. L'après pétrole se rapproche et Riyad l'a très bien compris.

Le royaume crée de nouvelles destinations touristiques, telles que le projet de la mer Rouge et la porte de Diriyah, afin d'attirer les touristes internationaux. Les industries automobile et aérospatiale sont florissantes. Dans le secteur de la défense, le pays figure notamment parmi les 25 premiers exportateurs d'armements. En tant que carrefour reliant l'Europe, l'Asie et l'Afrique, l'Arabie saoudite investit massivement dans ses infrastructures de transports. Des aéroports, des ports maritimes et des chemins de fer sont construits à des fins de commerce international. Les techniques d'irrigation innovantes et les subventions agricoles sont des priorités essentielles. De nouveaux centres de recherche et de développement attirent les investissements étrangers dans l'industrie pharmaceutique. De même, l'Arabie saoudite accorde une grande importance au transfert technologique et à l'innovation. Afin de concrétiser ces projets ambitieux, le royaume n'a pas hésité à mettre en place de nombreux moyens pour le développement des énergies renouvelables comme en témoignent ceux investis dans le projet solaire de Sakaka.

Cependant, les freins à la modernisation du pays sont nombreux. La plan Vision 2030 promue par MBS présente des limites.

En effet, si le pays veut redorer son image, les tensions et les enjeux géopolitiques, eux, sont toujours présents. Même si on observe un relatif apaisement, les relations avec ses voisins sont toujours crispées à savoir avec le Qatar ou encore l'Iran (Qatar, Iran). D'un autre côté, il n'y a toujours pas de paix trouvée concernant le conflit yéménite. En 2022, en plein week-end du Grand Prix d'Arabie saoudite de Formule 1, les rebelles yéménites ont bombardé un dépôt pétrolier proche du circuit, l'incendie a même été visible sur les caméras de la réalisation. Voilà comment les réalités géopolitiques peuvent rapidement refaire surface et entacher l'image d'un pays. Sur le plan économique, l'absence de cadre juridique, et l'obsolescence de la bureaucratie saoudienne n'aident pas l'attractivité du pays et à la confiance de potentiels investisseurs étrangers. Les milliards dépensés dans le plan Vision 2030 sont aussi pointés du doigt. Pour de nombreuses personnes, ce projet est jugé trop ambitieux, et avec des objectifs démesurés, surtout dans les conditions actuelles. L'impact écologique est aussi naturellement critiqué à l'échelle internationale. Le royaume reste l'un des pays les plus pollueurs au monde, et les ambitions affichées ne vont pas, à moyen terme, faire baisser le curseur de l'empreinte carbone.

Si les craintes économiques, géopolitiques et écologiques sont présentes, elles peuvent être également sociétales. La jeunesse saoudienne étant l'un des principaux enjeux de cette grande réforme, les relations entre le pouvoir central et cette dernière sont toujours complexes, même si des efforts sont visibles.

De plus, on peut se demander si ces efforts concernant les droits de l'homme et la femme sont réellement appliqués. La liberté de la presse est également un énorme problème, Amnesty International a recensé les cas de 15 personnes condamnées en 2022 à des peines d'emprisonnement comprises entre 10 et 45 ans, uniquement pour des activités pacifiques en ligne, notamment la plus lourde peine jamais infligée semble-t-il à une femme saoudienne pour s'être exprimée pacifiquement sur l'espace digital. L'image du pays peine à se redorer, ce qui contraste avec son voisin qatari. Au lendemain de la Coupe du monde 2022, le pays et le monde célèbrent un gigantesque succès en termes d'organisation, de sport et d'image, faisant oublier les débats et les critiques occidentales avant le tournoi, redorant ainsi son blason, tel était l'objectif souhaité. Autre coup dur pour le royaume, sa candidature à l'organisation de la Coupe du monde de football 2030, semble déjà compromise.

Ainsi, les ambitions et les enjeux dans la modernisation de l'Arabie saoudite sont très nombreux. Le plan Vision 2030 semble être la réponse à tout cela, même si beaucoup qualifiaient cela d'utopique. Quoiqu'il advienne, le projet est déjà en marche et certains fruits de ce dernier sont déjà tout de même à noter.

BIG SPACE ET NEW SPACE, QUELLES DIFFÉRENCES ?

RÉDIGÉ PAR NICOLAS POUSSIN



Image n°20: © svstudioart sur Freepik

Sans que les sociétés s'en rendent compte, l'espace est devenu un secteur central de la future économie mondiale en recoupant aussi de multiples enjeux. Changement climatique, géolocalisation, télécommunications, internet par liaison satellitaire, exploration spatiale, défense et autres, sont les mots clés de ce quatrième environnement.¹

La première course à l'espace opérée durant la guerre froide, avait pour fondement la compétition des deux grandes Puissances internationales du moment. Soviétiques et américains mettaient en avant leur rivalité géostratégique sur deux aspects : l'accès à l'espace comme condition d'hyperpuissance et les ressources techno-scientifiques misent en œuvre durant cette course. Cette conquête spatiale du XXème siècle a permis l'émergence des premières technologies à usage atmosphérique et au-delà. Malgré tout, les plus grandes avancées notamment en termes d'observation par télescope, datent de la fin du XXème siècle et du début du XXIème siècle. Aujourd'hui, la deuxième grande course spatiale est en train de naître. Néanmoins, sa forme prend une autre tournure tant les défis sont grands. Cette nouvelle course trace aussi le début d'une nouvelle ère, marquant le passage du *Old Space* au *New Space*.

Quoi qu'il en soit, l'ère du *New Space* que nous vivons connaît également des acquis, des changements et des nouveautés. Le *New Space* semble recouper trois notions essentielles : le *Smart Space*, le *Big Space* et même le *Big Sky*. Dans la nouvelle épopée de l'humanité, entre *Big Space* et *New Space* quelles différences pouvons-nous observer ?

QUELLE EST L'ORIGINE DE LA RELANCE DU SECTEUR SPATIAL ?

Nombreux sont les cas possibles, mais le changement d'époque qui est actuellement vécu touche aussi le secteur spatial. La plus grande différence entre l'ère du *Old Space* et *New Space* repose sur un point majeur : la considération philosophique et spirituelle que l'humanité se fait de l'espace. Il y a encore trente ans environ, la communauté scientifique et internationale n'admettait pas l'existence d'autres planètes. En effet, même s'il y avait pour certains des doutes, le seul fait reconnu unanimement était l'existence d'étoiles à l'extérieur de notre système solaire. Il n'était pas encore admis l'existence de planètes qui existaient à l'extérieur de celui-ci.

¹ Si l'on considère que les trois environnements du développement du genre humain et de ses interactions sont l'espace terrestre, aérien et aquatique.

Avec les anciens systèmes d'observations, les étoiles cachaient par leur lumière les planètes prises dans leur champ gravitationnel. Donc même si on pouvait imaginer leur existence potentielle, on ne pouvait pas l'affirmer par des observations. C'est alors que deux astronomes, Michel Mayor et Didier Queloz, détectent avec leur équipe pour la première fois une exoplanète² dans la ceinture de Pégase. Nommée 51 Pegasi b³, sa découverte majeure rendue publique en octobre 1995, met fin à la pensée autocentrique de l'être humain dans l'univers. Il existe d'autres systèmes planétaires. Ce changement complet de paradigme redonne un élan au secteur spatial et élargit les champs de recherche scientifique au-delà de la géopolitique. On ne réalise plus une course spatiale pour explorer nos planètes voisines, mais on établit des programmes afin d'aller plus loin : en exportant la géopolitique terrestre vers l'espace par la même occasion. Ce dynamisme est le fait qui marque une rupture d'époque.



Image n°21: Image conceptuelle de 51 Pegasi b (en orange) gravitant autour de son étoile (en jaune) ©NASA⁴

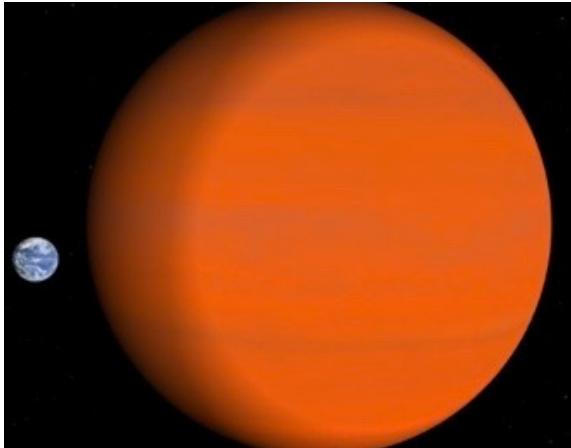


Image n°22: Image conceptuelle de comparaison de taille entre 51 Pegasi b et la Terre ©NASA

LA SECONDE CONQUÊTE SPATIALE : LE *BIG SPACE* ET *NEW SPACE* EN COLLISION

Le *Big Space* et le *New Space* sont deux termes qui désignent des approches différentes du développement spatial. Le *Big Space* fait référence aux acteurs historiques du secteur, comme les agences spatiales nationales ou les grandes entreprises qui réalisent des missions de grande envergure, souvent financées par des fonds publics. Par exemple, la NASA⁵, l'ESA⁶, le CNES⁷ ou ArianeGroup font partie du *Big Space*. Le *New Space*, en revanche, regroupe les nouveaux entrants sur le marché spatial, comme les start-ups ou les entreprises privées qui proposent des services innovants, à moindre coût et plus adaptés aux besoins des clients. Par exemple, SpaceX, Blue Origin ou Planet Labs font partie du *New Space*. Le *New Space* se caractérise par une vision plus entrepreneuriale et plus compétitive de l'espace, qui tend à exploiter ses ressources et à en faire un domaine d'activité rentable ainsi qu'une plus grande ouverture à la coopération internationale.

Éléments de comparaison	<i>Big Space</i>	<i>New Space</i>
Caractéristique historique	Acteurs historiques du secteur spatial	Nouveaux entrants sur le marché spatial
Types d'acteurs	Agences spatiales nationales ou grandes entreprises	Start-ups ou sociétés privées
Activités	Missions de grande envergure, souvent financées par des fonds publics	Services innovants, souvent à moindre coût et avec plus de flexibilité
Exemple d'acteurs	NASA, ESA, CNES, ArianeGroup	SpaceX, Blue Origin, Planet Labs
Vision économique	Vision plus institutionnelle et plus coopérative de l'espace	Vision plus entrepreneuriale et plus compétitive de l'espace
Objectif principal	Explorer et comprendre l'espace	Exploiter et rentabiliser l'espace

Tableau n°1: Tableau comparant les caractéristiques du Big space et du New Space © Nicolas POUSSIN, FLSH, UCL

²Une exoplanète est une planète située en dehors du système solaire, orbitant autour d'une étoile autre que le Soleil.

³Elle fait partie de la classification des géantes gazeuses.

⁴Micrologiciel de visualisation intégrée sur le site internet de la NASA disponible sur : <https://exoplanets.nasa.gov/exoplanet-catalog/7001/51-pegasi-b/>

⁵National Aeronautics and Space Administration

⁶European Space Agency

⁷Centre National des Études Spatiales

De fait, le *Big Space* désigne l'ensemble des activités spatiales menées par les grandes agences gouvernementales qui disposent de budgets importants et de programmes à long terme. Le *New Space*, en revanche, regroupe les initiatives privées qui souhaitent exploiter le potentiel commercial de l'espace, en proposant des services innovants et en réduisant les coûts de lancement.

Sur le plan de la méthode, là aussi il y a divergence. Le *Big Space* se concentre sur la recherche scientifique, l'exploration du système solaire et la coopération internationale. Le *New Space* cherche à faciliter l'accès à l'espace, à créer de nouveaux marchés et à stimuler la compétitivité. Le *Big Space* utilise des technologies éprouvées et des processus rigoureux. Le *New Space* mise sur l'innovation, la flexibilité et l'agilité. Ces deux notions que l'on utilise pour différencier la nature des acteurs et des actions entreprises dans le spatial, montrent deux mondes qui ne sont pas forcément opposés ou même concurrents. Ils peuvent être complémentaires et collaborer sur certains projets.

DES DÉFIS DE GESTION ET DE STRUCTURATION DE L'ESPACE

Nombreux sont les concepts qui essaient de délimiter les étapes de l'exploration spatiale en fonction des périodes et de leurs éléments caractéristiques. Dès 1970, « les rares experts des agences qui s'attardent sur ce sujet [...] estiment que les débris constituent un danger réel [...]. C'est que la théorie autochtone du "big sky" prévaut dans les heures fastes de la conquête spatiale : l'espace extra-atmosphérique est un espace-frontière sans limites, qui n'appartient à personne, à occuper ici et maintenant. » (Saint-Martin, 2016). Le *Big Sky* désigne donc la période d'interphase des explorations entre les deux Grands de la guerre froide, accélérant les lancements et en accroissant leur présence, et l'ajout de nouveaux acteurs qu'ils soient étatiques ou privés. La fin de cette période pose la question des débris spatiaux. Aujourd'hui, elle fait partie des préoccupations de nombreuses agences spatiales nationales, notamment le CNES mais aussi de l'UNOOSA (*United Nations Office for Outer Space Affairs*). Rapidement, cette question de la gestion de l'occupation de l'espace, à travers la question des débris spatiaux, recoupe aussi les questions écologiques. Les dernières COP (Conférences des Parties) pour le climat ont sensibilisé à cette question mais il est encore difficile de faire la différence entre « la part entre l'orientation écologique responsable et le greenwashing le plus commun » (ibid). Les intérêts qui en ressortent se reposent sur quelques points.

D'abord, les industriels de l'aérospatial doivent concevoir de nouvelles méthodes de productions permettant d'utiliser moins de matériaux. Puis, la définition du devenir des engins spatiaux, notamment des satellites artificiels en fonction de leur durée de vie et de la méthode abordable pour les retirer de cet environnement. Enfin, le comment et pourquoi de la gestion actuelle des débris spatiaux qui mettent en péril la sécurité matérielle des engins actifs spatiaux, dont la Station Spatiale Internationale. Est-ce réellement faisable ? Ce vaste champ de ruines ne laisse guère la place à l'erreur tant dans son importance pour l'humanité que pour la poursuite des opérations d'explorations interplanétaires.

Cette nouvelle conformation spatiale et les enjeux avant tout géopolitiques qui s'y joue marquent une nouvelle ère spatiale. La compétition des grands acteurs du spatial gravite bien au-delà de ce qui a été observable durant la guerre froide. La Lune et Mars font partie elles aussi de la compétition planétaire. Les enjeux se classent entre intérêts de premier niveau (l'espace atmosphérique proche de la Terre, là où se concentre la majorité des satellites artificiels), de second niveau (les objets proches dans le système solaire), puis de troisième niveau (le reste des objets dans le système solaire et au-delà). Face à l'ensemble de ces objectifs, la régulation de l'accès à l'espace et de son utilisation, ainsi que la judiciarisation du quatrième environnement sont les grandes questions du moment.

⁸ Rapport de l'UNOOSA sur la question d'un espace durable et de son usage pacifique : https://www.unoosa.org/oosa/oosadoc/data/documents/2021/stspace/stspace79_0.html

BIBLIOGRAPHIE

Articles scientifiques :

Denis, G., Alary, D., Pasco, X., Pistolet, N., Texier, D. & Toulza, S. (2020). From new space to big space: How commercial space dream is becoming reality. *Acta Astronautica*, 166, 431-443, <https://doi.org/10.1016/j.actaastro.2019.08.031>

Rottner, R., Sage, A. & Ventresca, M. (2021). From Old / New Space to Smart Space: changing ecosystems of space innovation. *Entreprises et histoire*, 102, 99-119. <https://doi-org.ezproxy.univ-catholille.fr/10.3917/eh.102.0099>

Pasco, X. (2019). L'espace extra-atmosphérique : un espace commun en voie de privatisation ?. *Stratégique*, 123, 215-223. <https://doi-org.ezproxy.univ-catholille.fr/10.3917/strat.123.0215>

Saint-Martin, A. (2016). Du big sky à l'espace pollué : l'effet boomerang des débris spatiaux. *Mouvements*, 87, 36-47. <https://doi-org.ezproxy.univ-catholille.fr/10.3917/mouv.087.0036>

Verschuuren, P. (2011). Géopolitique spatiale : vers une course à l'espace multipolaire ?. *Revue internationale et stratégique*, 84, 40-49. <https://doi-org.ezproxy.univ-catholille.fr/10.3917/ris.084.0040>

Article de Presse :

Verdo, Y. (6 août 2019), 6 octobre 1995 L'homme découvre la première exoplanète, *Les Echos*, consulté le 28 juin 2023, <https://www.lesechos.fr/2016/08/6-octobre-1995-lhomme-decouvre-la-premiere-exoplanete-1112140>



Comment justifiez-vous le choix de ce sujet de recherche ?

Mes domaines de recherche ont leur origine à la fois dans mon enfance et dans la période où j'étais en Licence. Les Sciences et l'Histoire se recoupent pour moi via l'archéologie. Les anciennes civilisations me fascinent. J'ai donc cet attrait pour les civilisations non européennes qui permettent aussi de prendre du recul sur notre propre histoire. Puis, la Politique est devenue pour moi incontournable. Souhaitant me spécialiser sur la région asiatique de l'Est en matière de sécurité, étudier la Politique de Défense japonaise (PDJ) était donc une évidence.

Quelles sont les principales étapes qui ont rythmée la production de ce mémoire ?

Malgré le retard pris progressivement, je m'y suis intéressé tôt. Il a d'abord fallu avoir une vision globale et essayer de déterminer les axes que pourrait prendre cette recherche. En effet, lorsque l'on propose d'étudier la Politique de Défense japonaise, les chemins d'analyses sont multiples. Beaucoup de choix sont possibles. On peut étudier assez bêtement l'évolution des corps d'armée en précisant les contrats d'armements, de parler tout du long des activités purement militaires du Japon. Mais en soi, l'impact de ce genre d'approche serait d'abord fastidieux pour celui qui le réalise mais ce serait aussi une vision qui ne porterait pas vraiment d'intérêt. Pour autant, cela reste un axe intéressant dans la mesure où c'est une armée bien trop souvent négligée par les observateurs, notamment par la France. Alors oui, le parapluie américain est essentiel pour le Japon mais en théorie le pays est parfaitement capable de faire la guerre seul. Ce premier point est crucial.

Mais en recherchant les informations, je voulais aussi lire des documents issus de natifs, me baser sur la vision et le point de vue japonais. Je pense que c'est tout aussi important que la vision extérieure. Les *Think Tank* japonais, notamment le NIDS - *National Institute for Defense Studies* - offrent une perspective intéressante d'autant que chronologiquement on peut suivre les préoccupations nationales du Japon. Vous prenez depuis le début leurs publications et vous êtes capables de dresser la liste des principaux sujets critiques. Ce type de mémoire est intéressant car il faut mettre en avant les sujets critiques de la PDJ. Ainsi, j'ai rapidement remarqué la dernière rupture pour le Japon : les attentats de 2001. Le début des années 2000 a été le tremblement de terre de la PDJ car on a les attentats aux États-Unis - ils n'apparaissent plus aussi puissants et intouchables - suivie de l'entrée de la Chine à l'OMC (Organisation mondiale du Commerce) et des débuts de l'activité nucléaire nord-coréenne. On a donc là les trois sujets centraux : quelle place donner aux américains dans la défense nationale, le début de la nouvelle rivalité sino-japonaise qui était principalement économique (début des difficultés régionales et sérieuses avec Taïwan), et la question sécuritaire de la péninsule coréenne. Naturellement, j'ai donc décidé de choisir l'année de 2001 comme point de départ d'étude de mon mémoire. Mon but n'étant pas d'aller au-delà car cela reviendrait à réaliser une thèse. Face à ce constat et avec les lectures réalisées, j'ai préféré étudier politiquement les évolutions de la PDJ face aux enjeux de sécurité japonais. Cela me paraissait plus intéressant car on peut se concentrer sur de nombreux sujets, notamment le spatial.

Problématique : Comment le Japon organise sa défense depuis 2001 face aux nouveaux enjeux sécuritaires actuels ?

Les fondements de la Politique de Défense Japonaise (PDJ). Le cadre militaire. (Extrait du Chapitre 1, partie 3)

A- Quelle structure ?

1) Des corps d'armée qui visent l'interopérabilité

Actuellement cinquième puissance militaire conventionnelle au monde, les Forces d'Autodéfense japonaises (FADJ) restent un acteur global majeur. Paradoxalement, les réformes qui ont permis une internationalisation de la politique de défense japonaise et donc un accroissement des activités à l'extérieur du pays, ont conduit tout aussi bien à une médiatisation des FADJ dans leurs actions extérieures mais aussi et surtout intérieures. Leur action dans le cadre civil connaît donc une très forte médiatisation. Encore aujourd'hui, le déploiement de forces armées japonaises reste mal vu par l'opinion japonaise, ayant l'exemple en date de l'invasion de l'Irak en 2003. De nombreux manifestants ont souhaité un retrait rapide voyant cela comme une remilitarisation du pays. Néanmoins, le déploiement des FADJ dans le cadre d'entraînement conjoint avec des pays de l'Asie du Sud-Est et ailleurs, ou même dans le cas de coopération et de formation matériel ou médical ne suscite pas de rejet majeur de la part de l'opinion publique. Cela reste, quelque part, un point d'entrée pour convaincre que l'externalisation des actions de la politique de défense japonaise sera à moyen et long terme possible.

En étudiant les documents du budget de la défense japonais ainsi que les *White books*, on peut établir en ce qui concerne les effectifs militaires le tableau suivant :

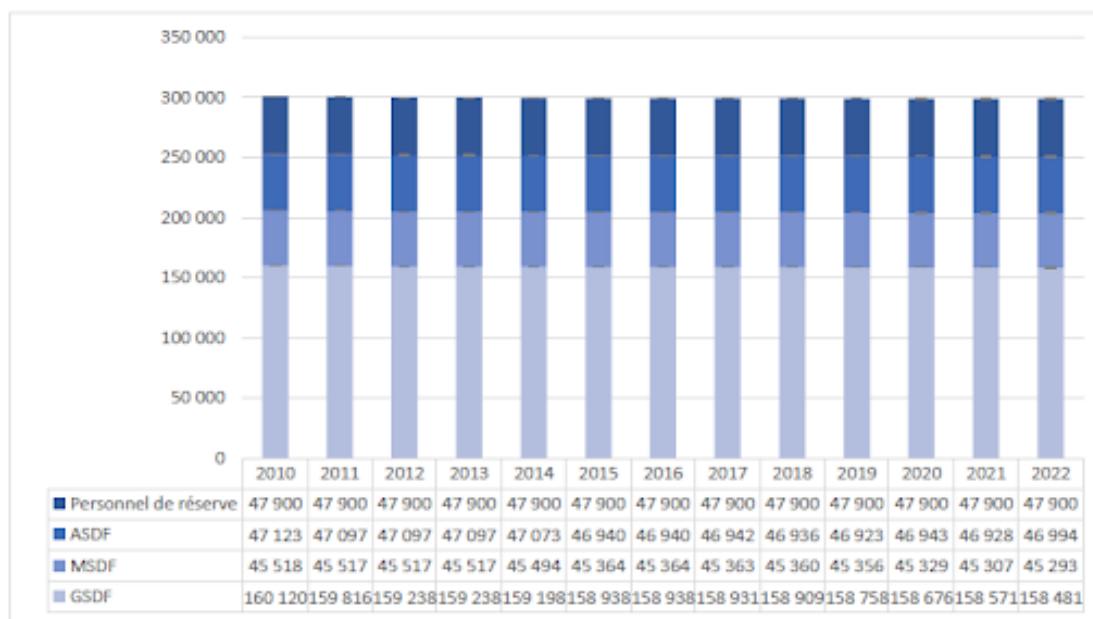


Tableau n°2 : Proportions des effectifs numériques des corps d'armées des FAD

Source : FY de 2010 à 2022 © POUSSIN Nicolas, UCL, 2023

Le premier constat que l'on peut faire, c'est que le nombre de troupes est globalement stable et non pas variable comme ce qui est indiqué par certains commentateurs. Le Japon a su garder une continuité numérique. Sa défense, organisée autour du *Ground Self-Defense Force* (GSDF, équivalent de l'armée de terre), de l'*Air Self-Defense Force* (ASDF, équivalent de l'armée de l'air) et de la *Maritime Self- Defense Force* (MSDF, équivalent de la Marine) coopèrent avec de nombreux pays et ne présentent pas en réalité de grands déficits. Le Japon possède la seconde Marine asiatique et se retrouve directement en compétition avec son voisin chinois. En se rendant simplement sur les plateformes en ligne des différents corps d'armée, on peut rapidement déterminer leurs missions respectives. Ci-dessous, une présentation en fonction des corps d'armée.

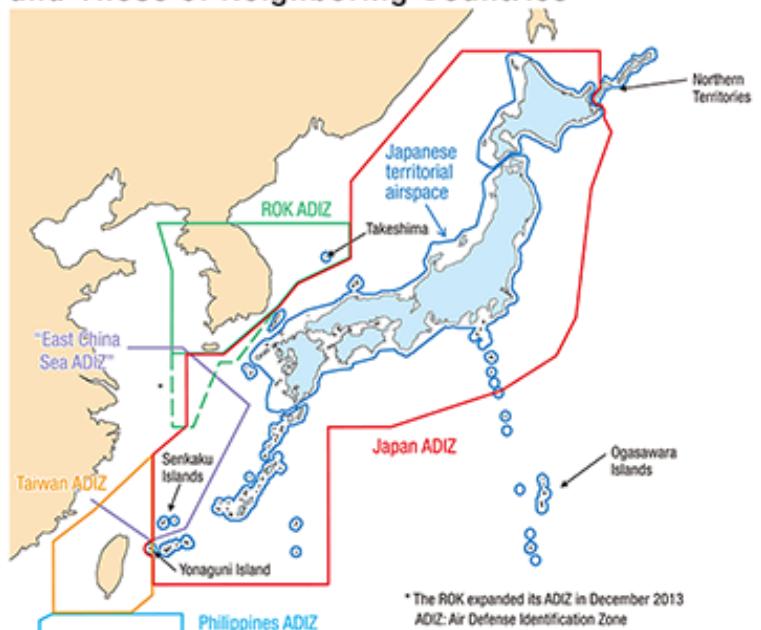
Concernant la GSDF, ses missions se concentrent autour du rôle de puissance, tournées vers une dissuasion efficace et une réponse aux situations d'urgence, ainsi qu'un rôle de stabilisation de la région Asie-Pacifique et d'un approfondissement global de l'environnement de sécurité. Ces axes prioritaires sont basculés ensuite vers la sécurité des espaces maritimes et de l'espace aérien environnant, une réponse aux attaques contre les îles, une réponse à une attaque de missile balistique, d'une réponse à un déploiement de forces spéciales ou de guérilleros, de contre-mesures en cas d'agression dans l'espace extra-atmosphérique et dans le cyberspace, d'une réponse rapide aux catastrophes de grande ampleur, de formation et d'exercice, d'une coopération accrue en matière de défense avec un renforcement des capacités dans le domaine de la sécurité maritime, mais aussi d'activités de coopération internationale pour la préservation de la paix en lien avec la maîtrise de l'armement et du désarmement et de non-prolifération.

À propos des MSDF, ses missions, à travers le National defence program guidelines de 2018, se doivent de conduire les opérations à travers 3 objectifs : la défense du territoire japonais et des zones environnantes, assurer la sécurité du trafic maritime et créer un environnement de sécurité viable. Ceci inclut une réponse aux attaques de missile balistique, une réponse armée d'une attaque contre la souveraineté d'île japonaise, d'une réponse aux catastrophes naturelles et d'une coopération inter-Marine régionale.

Enfin, les missions de l'ASDF sont principalement effectives à une distance moyenne de 12 000 milles nautiques (périmètre de son ADIZ, Air Defense Identification Zone, cf. la carte ci-dessous), soit à 22 km des côtes japonaises. Ce corps d'armée a bien évidemment des missions d'ordre classique mais si l'on prend le cas de la situation régional du Japon, l'ASDF doit répondre à l'expansion des activités militaires chinoises, à l'activité des missiles balistiques nord-coréens ainsi qu'à la surveillance de la croissance des activités militaires russes.

L'ASDF a bénéficié ces six dernières années de subventions supplémentaires lui permettant de développer ses capacités d'alerte et de surveillance, de contre-mesure face aux intrusions dans l'espace aérien japonais mais aussi et surtout d'un développement des *balistics missile defense* (BMD). C'est par suite des dernières évolutions que l'on se rend compte en réalité de l'interconnectivité des agences gouvernementales japonaises qui laisse présager finalement un volet défense de celles-ci. En d'autres termes, le ministère de la Défense japonais surveille via des radars et des centres opérateurs les débris satellitaires, les satellites suspects et les satellites japonais afin de prévenir les risques de collision. Une coopération se fait avec la JAXA ainsi que les forces armées américaines via des échanges d'informations.

Air Defense Identification Zone (ADIZ) of Japan and Those of Neighboring Countries



Carte n°3 : Zone d'identification de défense aérienne (ADIZ) du Japon et des pays voisins

Concernant les navires-hôpitaux et grands navires de guerre dotés d'équipements médicaux, la marine japonaise n'éprouve pas de retard particulier vis-à-vis des autres Puissances.¹ Concernant ce type de navire, seuls trois pays dans le monde en possèdent : les États-Unis, la Russie et la Chine. Les autres pays mentionnés en bas de page disposent de grands navires de guerre dotés d'équipements médicaux. Le Japon dispose de neuf navires : trois de la classe Osumi, deux de la classe Masyuu, deux de la classe Hyuga et deux de la classe Izumo. Le Japon a lancé l'étude successive de ces programmes après la guerre du Golfe (1990-1991).

2) La Base industrielle de défense (BITD) japonaise, aube ou crépuscule ?

Le cyberspace est un espace commun mondial au même titre que l'espace extra-atmosphérique ou *outer-space*. Le Japon a été en état de choc lorsque la *Japan Pension Institution*² (JPI) a été illégalement piratée. Convoqué à la Diète, le président de la JPI n'a pas été en mesure de fournir la moindre information. Cet exemple a montré au Japon que les dirigeants d'entreprises négligeaient les mesures et dispositifs de cybersécurité. De nombreux ministères, dont celui de la Défense, ont dans l'immédiat organisé des procédures et mis en place des dispositifs de cybersécurité pour protéger les données institutionnelles. « La stratégie japonaise de cybersécurité, approuvée en 2013 par le Conseil de la sécurité de l'information, définit le cyberspace comme un espace mondial virtuel où diverses données circulent sur l'internet, en provenance et à destination de systèmes d'information et de réseaux de communication. » Sur cette question, le Japon commence à déployer de nombreux moyens, y compris et surtout dans le cadre militaire. La crise ukrainienne a accentué la menace sur les serveurs nippons.³

Face au risque cyber, la question est déclarée comme priorité par l'intermédiaire du Conseil national de sécurité (NSC) en 2014. Les lignes directrices du *National Defense Program Guidelines* for FY2014 le précise en ce qui concerne le ministère de la Défense et des FAD. Il en ressort que le Japon a élaboré une stratégie de cyberdéfense au niveau national mettant en œuvre son troisième plan d'action sur la sécurité de l'information pour les infrastructures critiques. Ce plan a ensuite été révisé en 2015. Pour lutter, Tokyo opte pour trois échelles : un tissu de *start-up* sous contrat⁴, une augmentation des moyens de l'État et une coopération internationale.⁵

⁶

Malgré la levée des restrictions d'exportation de la BITD japonaise, l'engagement de l'État pour faciliter les négociations à l'international n'a pas été concluant. L'Australie a par exemple choisi le français DCNS pour développer le futur de la flotte sous-marine australienne. Les négociations de développement conjoint avec l'Inde d'avions amphibiens est également un échec. Tous ces revers ont démotivé un temps la classe politique, les cercles économiques et l'industrie de défense. À partir de 2016, le gouvernement japonais soutient une politique de promotion active, en recherchant les partenariats de développement conjoint. Pour redynamiser le secteur et montrer au marché d'export international que la BITD nippone est capable, le ministère de la Défense lance des programmes d'acquisitions nationaux pour stimuler le tissu industriel, l'étendre et le faire grossir suivant les besoins immédiats. Il est vrai que les nouvelles FY et décisions budgétaires laissent penser à une augmentation croissante de commandes. Cependant, cela suppose aussi une réorganisation de cette constellation d'entreprises qui a, *de facto*, perdu en savoir-faire et moyens de production. Une situation qui est d'un certain point de vue similaire dans d'autres pays occidentaux comme au Royaume-Uni, en France ou en Allemagne. Mais, le Japon peut-il passer dans une pré économie de guerre ? La chose semble compliquée.

B- La grande alliance nippo-américaine

D'abord imposée en raison de l'expansion rouge après la Seconde Guerre mondiale, cette alliance militaire peut paraître obscure au siècle dernier et délicate à appréhender. Il est question ici de s'interroger sur l'actualité de cette alliance et de son devenir.

¹ Seuls les États-Unis, la Chine, la Russie, la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne, l'Italie, les Pays-Bas, l'Espagne, l'Australie, l'Indonésie et le Japon disposent de tels dispositifs.

² Institut de retraite japonais.

³ Recrudescence du risque de cyberattaques liée au contexte de la guerre en Ukraine depuis février 2022.

⁴ Fiscal Year 2014.

⁵ Mais reste compliqué dans les faits.

⁶ États-Unis, UE, Estonie, France, Royaume-Uni, Allemagne et Australie.

⁷ Projet mis à mal dès 2021 par l'annonce de l'AUKUS.

En octobre 2005⁸, le SCC (Security Consultative Committee) américano-japonais publiait un document équivoque : « Alliance Japon-USA : Transformation et réalignement pour le futur ». Ce document a transformé la stratégie de défense japonaise, qui l'a intégré dans son Livre Blanc de 2006. C'est d'ailleurs à l'issue de ces réunions que les États-Unis ont décidé de renforcer leur présence à Okinawa, alimentant par la même occasion les manifestations sur l'île pour le départ des Américains⁹. Ces nouveautés concernent un déploiement tournant des troupes américaines entre Okinawa, Guam et Hawaï. Mais aussi une réévaluation des MCAS (*Marine Corps Air Station*) à Futenma, de la base aérienne de Kadena et de transfert fonctionnel et matériel de l'Atsugi Air Facility à l'Iwakuni Air Station. D'un point de vue stratégique, ce sont les axes principaux de réorganisations des bases militaires pour la moitié de la première décennie de 2000. Le SCC de 2005 est aussi extrêmement important dans la mesure où c'est l'une des premières fois où les Américains demandent et accompagnent officiellement une autonomie de défense japonaise : le Japon est prié d'être autonome dans la défense de son environnement proche. Cela implique plusieurs choses :

Nouveautés	Quelles implications ?
Définitions des risques	<ul style="list-style-type: none"> • Analyse poussée de la situation internationale • Le Japon défini de nouvelles applications de sa Défense • Redéfinition de sa position et doctrine • Implique des mises à jour d'actions et considérations diplomatiques • Délimitation élargie de sa zone d'opérabilité
Matériels nouveaux	<ul style="list-style-type: none"> • Nouvelle gamme de missile balistique • Étude du rapport zone d'action/nature de ses missiles* • Quelles conséquences diplomatiques dans la région ?
Tactiques	<ul style="list-style-type: none"> • Développement des stratégies de guérilla** • Mise en place et intégration de forces spéciales performantes • Définition de procédures concernant l'invasion d'île(s) japonaise(s) et leur reconquête • Organisation de la coopération avec les États-Unis

*La nature et la portée des missiles produits définissent la politique de Défense en lien avec la conformité doctrinale du pays sur sa stratégie militaire.

**Cela implique des modifications de scénarios de Défense des îles japonaises.

Tableau n°3 : Analyse de la *Cooperation in Situations in Areas Surrounding Japan* (SIASJ)¹⁰

Source : Yamaguchi, N. (2006) *Thoughts about the Japan-US Alliance after the Transformation with a Focus on International Peace Cooperation Activities*. NIDS. *Briefing memo*. 96

⁸Établi spécialement le 19 février 2005.

⁹Manifestations toujours de vigueur en mai 2023 (cf. *Japan Times*).

¹⁰Traduction : Coopération dans les zones entourant le Japon.

La grande nouveauté qui apparaît repose sur la coopération de Défense dans le cadre du terrorisme international. En tout, ce n'est pas moins de quinze domaines de coopérations qui sont indiqués (cf. Annexe 1). Les années 2005-2006 marquent le début de « l'indépendance de Défense du Japon » avec un système de posture des opérations interarmées.^{11 12}

C- Un cadre opérationnel multiforme et multimodal

1) Le National Security Council version japonaise

Le Japon n'a de cesse de copier les grandes armées du monde pour monter en efficacité et professionnalisme. Son désarmement et pacifisme forcé au sortir de la Seconde Guerre mondiale lui a fait perdre de nombreuses compétences pourtant durement gagnées. Le Premier ministre Abe Shinzō¹³ a en effet proposé en 2006 la création d'un *Japan's National Security Council* (JNSC).

Les arguments donnés sont d'« améliorer l'efficacité du gouvernement dans la planification, l'élaboration et la coordination des politiques de sécurité, ainsi que dans la gestion des crises ». Aujourd'hui, le JNSC remplace l'ancien Comité consultatif spécial pour les plans d'urgence, piloté par le Secrétaire général du cabinet du Premier ministre du Japon. C'est donc une centralisation des compétences autour du Premier ministre, ainsi qu'une affirmation de sa position sur la défense et sécurité nationale.¹⁴

Cependant, un problème constitutionnel a perturbé sa mise en œuvre. En effet, la section 3 de l'article 66 de la Constitution stipule que :

Dans l'exercice du pouvoir exécutif, le cabinet est collectivement responsable devant la Diète.

En d'autres termes, les décisions politiques ne sont pas prises par le Conseil de Sécurité mais par le Cabinet. Le Cabinet détient le droit ultime de prendre des décisions au sein de la branche exécutive du gouvernement japonais. Le pouvoir de décision du Premier ministre s'en retrouve *de facto* limité. Même si le JNSC débat sur les questions de sécurité nationale (d'ordre d'urgence interne ou de défense), la décision prise revient au Cabinet après les propositions d'études du JNSC.¹⁵ Le premier projet de réforme constitutionnel d'Abe Shinzo est un échec. Il le retentera avec succès entre 2012 et 2013. Depuis 2013, le JNSC est opérationnel.

2) La politique spatiale japonaise

La politique spatiale du Japon est née en 1969 par une régulation sur les activités spatiales grâce à la loi NASDA : Loi sur la *National Space Development Agency of Japan* (Agence nationale de développement spatial du Japon). Puis, une résolution portée par la diète japonaise de l'article 1 de la loi NASDA vient poser des objectifs de paix avec le principe de « La paix est synonyme de nonmilitarisme ». Pendant plus de 35 ans, cette loi est restée inchangée. La deuxième grande loi a été adoptée à la fin mai 2008. Le tableau suivant présente les grandes lignes de la loi sur le Droit spatial fondamental (*Basic Space Law*) de 2008 :

Articles	Implications
Art. 1	<ul style="list-style-type: none">• Développer la société et l'économie• Contribuer à la paix mondiale• Assurer une présence du Japon dans l'espace
Art. 2	<ul style="list-style-type: none">• Accorder la politique spatiale japonaise avec les principes constitutionnels et les accords internationaux sur l'usage de l'espace• Participer à l'élaboration d'un cadre juridique spatial international

¹¹Cela contribue à se diriger un peu plus vers une véritable armée japonaise, incluant des impacts stratégiques régionaux mais aussi diplomatiques.

¹²Cette dynamique nouvelle a un impact dans la société civile, y compris cinématographique. On peut citer l'exemple du film de science-fiction de Peter Berg, *Battleship*, sorti en 2012. Le film met en exergue le Japon comme puissance militaire ainsi que sa coopération navale avec son allié américain.

¹³Avait démissionné en 2007.

¹⁴C'est d'ailleurs ce jeune organe intérieur qui n'a pas su gérer la catastrophe de Fukushima, appelant à des réformes procédurales sur la question des crises intérieures civiles.

¹⁵Ne pas confondre avec le *National Safety Council*.

Art. 3	<ul style="list-style-type: none"> Activités qui s'engagent à créer une société japonaise sûre et sécurisée Contribuer à la sécurité de l'ordre internationale et à la sécurité nationale
Art. 4	<ul style="list-style-type: none"> Définir les utilisations de l'espace par le Japon Promouvoir les industries spatiales nationales
Art. 5	<ul style="list-style-type: none"> Contribution à la recherche technologique et scientifique internationale mais aussi pour le bien de la Nation
Art. 6	<ul style="list-style-type: none"> Promouvoir la coopération internationale pour et dans l'espace
Art. 7	<ul style="list-style-type: none"> Travailler scientifique sur l'environnement
Arts. 8 et 9	<ul style="list-style-type: none"> Contraindre les gouvernements nationaux et municipaux de s'engager dans des activités basées sur ces principes
Arts. 13 à 23	<ul style="list-style-type: none"> Le gouvernement s'assure de la promotion des valeurs et principes de la loi
Art. 24	<ul style="list-style-type: none"> Établir un plan général d'action pour l'espace afin de répondre aux principes
Art. 25	<ul style="list-style-type: none"> Création d'un siège pour le développement stratégique de l'espace au sein du secrétariat du cabinet, chargé d'élaborer le plan de base et de faciliter toutes les activités liées à l'espace

Tableau n°4 : Présentation par article des grandes lignes de la Japanese's Basic Space Law

Source : Hashimoto, N. (2008). Establishment of the Basic Space Law. NIDS. *Briefing memo*, 123

Par la suite de cette loi, Fumio Iwata devient le premier ministre du nouveau ministère chargé du développement de l'espace extra-atmosphérique. Des responsables ont été détachés d'autres ministères pour créer un espace dédié entre les différents secteurs et développer les premières phases de coordination. Cependant, la Basic Space Law a ouvert la voie à une reconsideration des opérations pacifiques dans l'espace par le Japon, en discutant de l'intégration des questions de défense. C'est en 2010, que le ministère de la Défense publie son MOD Basic Guidelines (Ministry of Defense [...]]) intitulé Basic Guidelines for Space Development and Use of Space. Les outils utilisés dans le cadre la défense ont été listés par Fukushima Yasuhito. On y apprend les différents types d'utilisation par détournement (autorisés et accordés) de satellites civils pour de la recherche d'informations, de la surveillance satellitaire, les communications, la navigation GPS et les observations météorologiques pour les opérations maritimes.

Ayant connaissance des liens étroits entre le MOD et la JAXA, on peut imaginer et supposer une coopération officieuse de production de satellites de défense. Mais ceci reste hypothétique. Sur la question des débris spatiaux, qui représentent au sens large un risque pour la sécurité satellitaire japonaise, Tokyo décide de rejoindre en 2012 avec les États-Unis le projet de l'Union Européenne et de l'ESA (*European Space Agency*), afin d'élaborer un code commun de conduites des activités spatiales. Indépendamment de ce mini-forum, au Japon le *Japan Space Forum* (JSF) et la JAXA (*Japan Aerospace Exploration Agency*) s'inquiètent communément de la question. Les observations des débris spatiaux se font par radar et télescope optique basés dans la préfecture d'Okayama, sur l'île au Sud-Est du Japon d'Honshu. L'ensemble des données collectées sont partagées avec l'Union européenne. C'est par ailleurs dès 2013 que le ministère de la Défense japonais suggère le renforcement du centre de renseignement satellitaire du Cabinet.

Comment justifiez-vous le choix de ce sujet de recherche ?

Depuis tout jeune, je suis passionné par le monde du sport, que ce soit la compétition en elle-même mais aussi tout ce qui l'entoure (Football, Formule 1 etc.). En grandissant, j'ai vite compris que les enjeux politiques font partie intégrante du monde des compétitions sportives. Suivant assidûment le sport automobile, j'ai remarqué, au cours des années 2000 et 2010, que de nombreux pays du golfe se sont mis à accueillir des Grand Prix de Formule 1. J'ai aussi suivi le rachat du Paris-Saint-Germain par les Qatari, en 2011. Je me suis alors demandé: qu'est-ce que ces pays peuvent bien vouloir chercher ? Et pourquoi dépenser tout cet argent ?

J'ai donc suivi de près ce développement des pays du golfe arabo-persique dans le monde du sport jusqu'à nos jours. C'est à l'approche de la Coupe du monde 2022 au Qatar que je me suis décidé à en faire mon mémoire. Je me suis dit que c'était le moment idéal pour en parler.

Quelles sont les principales étapes qui ont rythmée la production de ce mémoire ?

J'ai d'abord commencé doucement à trouver le maximum de sources possibles pour être bien sûr de là où j'allais. Au retour des vacances de Noël, j'ai commencé à établir un plan, en collaboration avec mon directeur de mémoire, puis j'ai classé chaque source dans la partie où j'allais en avoir le plus besoin.

Mais j'ai réellement commencé à m'y pencher sérieusement dans le courant du mois de mars.

Pour la rédaction, je me suis d'abord penché sur les parties sur lesquelles je doutais le plus, pour ne pas succomber au stress qui grandissait à l'approche du rendu. J'ai ensuite terminé par les parties sur lesquelles j'étais le plus à l'aise. J'ai ensuite rédigé ma conclusion, puis mon introduction en tout dernier, lors des 2 derniers jours avant le rendu. La toute dernière étape a été la relecture, je remercie d'ailleurs ma mère pour son extrême patience.

Problématique : Quelle place a, dans la rivalité régionale, le sport parmi la stratégie de Soft Power des pays du Golfe arabo persique?

Etude de cas: MBS à l'assaut des sports mécaniques. (Extrait du Chapitre 3)

En mars 2023, l'Arabie saoudite a accueilli une course de Formule 1 pour la troisième fois en un peu plus de 15 mois. Cette course particulière s'est déroulée en Arabie saoudite.

L'accord entre l'État du Golfe et la Formule 1 est confidentiel, comme la plupart des accords relatifs aux circuits ; néanmoins, un contrat de dix ans a été évalué à 650 millions de dollars aux États-Unis.

Selon les termes du contrat, Jeddah continuera d'organiser des courses de Formule 1 jusqu'en 2026 au moins. Après cela, les courses seront très probablement déplacées vers un complexe de sport automobile plus permanent et spécialement construit à Qiddiya, qui se trouve juste à l'extérieur de Riyad.

« Le fait est que Qiddiya fait toujours partie du plan », déclare Martin Whitaker, PDG de la Saudi Motorsports Company (SMC), qui est chargée de l'organisation et de la promotion de tous les événements de course automobile organisés dans le pays. Jeddah, en revanche, s'est imposé comme un site plus permanent, bien que les travaux de construction n'y aient pas encore commencé.

Lorsque l'Arabie saoudite organise une course de Formule 1, l'attention du monde entier est attirée sur le pays ; cependant, l'implication du royaume dans les sports mécaniques remonte à bien plus longtemps que sa première inscription au calendrier.

La Fédération saoudienne de l'automobile et de la moto (SAMF), dirigée par le prince Khalid Bin Sultan Al Abdullah Al-Faisal, a fondé la Commission saoudienne des sports mécaniques (SMC) en 2021 dans le but de centraliser toutes les compétitions de sports mécaniques organisées dans le pays.

Depuis 2018, la nation est l'une des étapes du calendrier des courses de Formule E ; en 2020, elle accueillera l'illustre Rallye Dakar et en 2021, elle servira de point de départ à la saison Extreme E. Un protocole d'accord a été signé l'année dernière entre la Saudi



Image n°23 : Circuit de Jeddah (Arabie saoudite), le 27 mars 2022 © Sam Bloxham

Motorsports Commission (SMC) et Dorna Sports dans le but d'organiser une future course de Moto GP en Arabie saoudite. En outre, le Championnat du monde des rallyes (WRC) est intéressé par l'organisation de courses dans le royaume.

Tout cela fait partie du plan Vision 2030 de l'Arabie saoudite, qui vise à réduire la dépendance du pays à l'égard du pétrole, à diversifier l'économie et à renforcer le secteur public, entre autres objectifs ambitieux. Jusqu'à présent, le sport a joué un rôle important dans ce plan, ce qui a conduit le royaume à élargir rapidement son portefeuille d'événements au cours des dernières années pour y inclure des matchs de football majeurs, des combats de boxe de poids lourds et des tournois de golf.

En ce qui concerne les sports mécaniques, l'objectif est de cultiver les talents locaux pour en faire des champions nationaux, tout en attirant des compétiteurs de haut niveau d'autres pays.

Les objectifs à long terme comprennent la mise en place de programmes de course sur circuit national, avec des établissements de formation situés à Djeddah, qui servira de plaque tournante pour les sports mécaniques. Les étudiants en ingénierie, en technique et en médias de l'Université des affaires et de la technologie (UBT) de Jeddah ont commencé à participer aux compétitions de sport automobile parrainées par le Saudi Motorsports Club, à la suite d'un accord entre les deux institutions.

Des inquiétudes ont toutefois été exprimées quant à la question de savoir si l'Arabie saoudite utilise le sport automobile comme une plateforme pour « laver sportivement » son image, ou si elle souhaite réellement utiliser le sport automobile comme une méthode de changement. Une théorie suggère que l'Arabie saoudite utilise le sport automobile comme une plateforme pour «laver sportivement» son image.

Le Royaume d'Arabie saoudite étend son influence dans le monde du sport automobile par divers moyens, dont l'organisation d'un nombre croissant d'événements et l'octroi d'une aide financière aux pilotes.

Selon Motor Sport Magazine, la société pétrolière Aramco, détenue à 95 % par le gouvernement saoudien, a conclu un contrat de parrainage mondial avec la Formule 1 pour un montant total de 378 millions de livres sterling au cours de la prochaine décennie. Il semblerait que l'Arabie saoudite soit l'un des plus grands donateurs financiers de la Formule 1, en plus des droits de course qu'elle paie.

Plus tôt dans l'année, l'équipe Aston Martin, dont Aramco est partenaire en titre, a établi une relation de parrainage global avec Saudia, la compagnie aérienne officielle de l'Arabie saoudite. Saudia est le transporteur national de l'Arabie saoudite.

En plus d'être le sponsor principal des équipes de course électrique de McLaren, Neom, une métropole en cours de création dans le désert d'Arabie saoudite, est également un partenaire d'Extreme E par l'intermédiaire de sa filiale spécialisée dans l'énergie, l'eau et l'hydrogène, Enowa. Neom est également sponsor en titre des équipes de course électrique de McLaren. En attendant, le principal partenaire de la Formule E est le fabricant de produits chimiques Sabic, contrôlé par Aramco.

Même si ces accords sont bénéfiques pour les équipes et les séries concernées, Aramco n'est qu'une des nombreuses compagnies pétrolières qui ont été accusées d'utiliser le sponsoring sportif pour tenter de « blanchir » leur influence négative sur l'environnement.

Bien qu'Aramco ait annoncé la semaine dernière un bénéfice net record de 161 milliards de dollars américains pour 2022, le plus grand bénéfice annuel jamais enregistré par une compagnie pétrolière et gazière, les écologistes estiment qu'Aramco est responsable d'environ 4 % du total des dommages causés par les émissions de gaz à effet de serre dans le monde depuis 1965. En dépit du fait qu'Aramco est responsable d'environ 4 % du total des dommages causés par les émissions de gaz à effet de serre dans le monde depuis 1965.

Étant donné que le partenariat entre la Formule 1 et Aramco vise à fournir des carburants 100 % durables d'ici à 2026, ces préoccupations sont extrêmement pertinentes pour ce sport. Si ce partenariat est soutenu par une source qui a un bilan aussi médiocre en matière d'environnement, dans quelle mesure pensez-vous qu'il s'inscrit dans les objectifs de durabilité de la série ?

Interrogée l'année dernière par le BlackBook sur l'implication de l'Arabie saoudite dans la lutte contre le changement climatique, Julia Pallé, directrice du développement durable de la Formule E, a déclaré que le pays « doit être présent autour de la table » parce qu'il a « le pouvoir financier » de soutenir la série. Cette déclaration a été faite en réponse à une question concernant le rôle de l'Arabie saoudite dans la lutte contre le changement climatique.

M. Whitaker, PDG du Grand Prix d'Arabie saoudite, a pris la parole pour affirmer qu'un grand nombre d'autres entreprises du secteur des combustibles fossiles ayant des liens avec la Formule 1 poursuivent les mêmes objectifs. Avec l'avènement des carburants synthétiques durables, « vous pouvez être certain qu'ils cherchent tous à maximiser les possibilités de changer les problèmes environnementaux auxquels nous sommes tous confrontés d'un point de vue mondial », déclare-t-il. "Vous pouvez être à peu près certain qu'ils sont tous en train de chercher comment ils peuvent changer les problèmes environnementaux auxquels nous sommes tous confrontés d'un point de vue mondial". En d'autres termes, "je sais pertinemment que la Formule 1 souhaite utiliser Aramco comme plateforme pour développer ces carburants. »

Après les événements malheureux du week-end précédent, la Formule 1 fera son retour tant attendu sur le circuit urbain à grande vitesse de Jeddah le week-end prochain, et le sport espère que l'histoire ne se répétera pas. Ces incidents nous rappellent humblement que le sport doit évaluer soigneusement ses partenariats avec d'autres organisations et les lieux où se déroulent ses courses.

Selon les images obtenues par les caméras lors de l'entraînement du vendredi de la course de l'année précédente, les pilotes cachaient parfois la ligne d'horizon par des volutes de fumée noire lorsqu'ils parcouraient les circuits de la piste. Suite à l'implication de l'Arabie saoudite dans la crise au Yémen en 2015, le mouvement Houthis dans ce pays a mené une attaque au missile sur un complexe pétrolier appartenant à Aramco. Cette attaque a été l'étincelle qui a déclenché le conflit qui fait rage depuis lors.

Whitaker est d'accord avec cette évaluation, déclarant que « *ce partenariat est une démonstration saine de ce que le sport peut faire pour une population* » en raison du fait que 67% de la population de l'Arabie Saoudite a moins de 30 ans.

On ne peut contester l'importance croissante du Moyen-Orient, et de l'Arabie saoudite en particulier, dans le monde du sport automobile. C'est une chose impossible à faire. Le Qatar est devenu la quatrième nation de la région à accueillir un Grand Prix à partir de 2021 et pendant au moins les huit prochaines années, soit jusqu'en 2032.

Bahreïn dispose d'un accord plus étendu, en vigueur jusqu'en 2036, tandis qu'Abou Dhabi et l'Arabie saoudite ont signé des contrats qui seront en vigueur jusqu'en 2030. Il est fort probable que les négociations visent à garantir la place de l'Arabie saoudite dans le calendrier pour une période encore plus longue, après la construction de la piste proposée à Qiddiya.

En fin de compte, il semble que ce soit l'Arabie saoudite qui déploie le plus d'efforts en faveur de la Formule 1. Lors des premières négociations avec Liberty Media, le fonds d'investissement public du pays (PIF) aurait fixé la valeur de la série à près de 20 milliards de dollars. Cependant, les pourparlers ont été rompus en raison de la position du géant américain des médias concernant la vente de la propriété.

C'est une chose qu'une société affiliée à l'État soit un sponsor de premier plan, mais c'est une chose inédite dans le monde du sport automobile qu'un fonds d'investissement affilié à l'État contrôle les opérations commerciales d'une série de courses. Liberty Media ayant si bien réussi à gérer la Formule 1, il est très peu probable que ce scénario se produise dans un avenir proche.

La majorité des actionnaires étant satisfaits de leur investissement, la pression exercée sur le propriétaire actuel pour qu'il vende l'entreprise est moindre. Toutefois, si le PIF devait faire une offre, on pourrait excuser les Américains d'être attirés par la valeur de marché actuelle de la Formule 1, qui s'élève à environ 15,2 milliards de dollars, soit près de quatre fois le prix payé par Liberty Media pour le sport.

Le fait que le Fonds d'investissement public (PIF) contrôlerait plus de plusieurs centaines de milliards de dollars d'actifs est extrêmement encourageant. Cela signifie que la seule chose qui empêche l'Arabie saoudite de participer à la Formule 1 est le niveau d'importance qu'elle accorde à cette entreprise.

BIBLIOGRAPHIE DU DOSSIER

Ouvrages scientifiques

Hanania, Y., Musnik, I., & Gaillochet, P. (2019). *Le luxe demain : Les nouvelles règles du jeu*.

Hanania, Y., Gaillochet, P., & Musnik, I. (2022). *Le luxe contre-attaque : accélérations et disruptions*.

Lavagna, B. (2021b). *Géopolitique du luxe : 40 fiches illustrées pour comprendre le monde*. Editions Eyrolles.

Pecqueur, A. (2020). *Atlas de la culture : Du soft power au hard power : comment la culture prend le pouvoir*.

Articles scientifiques

Khoury, Y. E. (s. d.). *Le wahhabisme : le fondateur, la doctrine, l'alliance de Mohammad Ben Abdel Wahhab avec les Saoud*. <https://www.lesclesdumoyenorient.com/Le-wahhabisme-le-fondateur-la.html>

Tazay, Ahmad. (2020). *Techno-Economic Feasibility Analysis of a Hybrid Renewable Energy Supply Options for University Buildings in Saudi Arabia*.

Touazi, F-A, 2019, « *Vision 2030 : le projet du siècle - Politique Internationale* ». Consulté le 20 juin 2023.

<https://politiqueinternationale.com/revue/n165-larabie-tentee-par-la-reforme/dossier-special/vision-2030-le-projet-du-siecle>.

Articles de presse

Alrashed, R. 2022. « *Qiddiya, une destination touristique mondiale en cours de réalisation* », 6 janvier 2022. <https://www.arabnews.fr/node/189056/%C3%A9conomie>.

« *Arabie saoudite : les ambitions nucléaires de MBS – Jeune Afrique* ». *JeuneAfrique.com*, 12 juin 2020, <https://www.jeuneafrique.com/998896/politique/arabie-saoudite-les-ambitions-nucleaires-de-mbs/>

Ball, Jeffrey. « *Why the Saudis Are Going Solar* ». *The Atlantic*, 22 juin 2015, <https://www.theatlantic.com/magazine/archive/2015/07/saudis-solar-energy/395315/>

Budin-Juteau, C. 2023. « *Les ambitions de l'Arabie saoudite dans le cinéma* ». *Écran Total* (blog), 23 mai 2023. <https://ecran-total.fr/2023/05/23/les-ambitions-de-larabie-saoudite-dans-le-cinema/>.

« *Culture. En Arabie saoudite, un développement “exponentiel” du cinéma* », 18 mai 2022. <https://www.courrierinternational.com/article/culture-en-arabie-saoudite-un-developpement-exponentiel-du-cinema>.

« *Festival de Cannes 2023: cinq films soutenus par l'Arabie saoudite en sélection officielle parmi ceux de la région Mena* », 14 avril 2023. <https://www.arabnews.fr/node/369556/culture>.

BIBLIOGRAPHIE DU DOSSIER

Gobbo, S. 2023. « *L'Arabie saoudite, un nouveau venu sur le tapis rouge du Festival de Cannes - Le Temps* ». 25 mai 2023. <https://www.letemps.ch/opinions/larabie-saoudite-un-nouveau-venu-tapis-rouge-festival-cannes>.

« *In Saudi Arabia, the Leap Forward for Solar Energy* ». KAWA, 7 septembre 2020, <https://kawa-news.com/en/in-saudi-arabia-the-leap-forward-for-solar-energy/>

« *Inside Saudi Arabia's Global Push for Nuclear Power - Jordan News | Latest News from Jordan, MENA* ». Jordan News | Latest News from Jordan, MENA, 2 avril 2023, <https://www.jordannews.jo/Section-20/Middle-East/Inside-Saudi-Arabia-s-global-push-for-nuclear-power-27874>

Les richesses minérales de l'Arabie saoudite s'élèveraient à 1 300 milliards de dollars. 10 janvier 2022, <https://www.arabnews.fr/node/190621/%C3%A9conomie>.

Saudi Arabia's First Wind Farm Begins Electricity Production | REVE News of the Wind Sector in Spain and in the World, le 8 août 2021, <https://www.evwind.es/2021/08/08/saudi-arabias-first-wind-farm-begins-electricity-production/81961>.

« *L'Arabie saoudite consomme trop de pétrole* ». Slate.fr, 20 juin 2011, <https://www.slate.fr/lien/39837/arabie-saoudite-consommation-petrole-electricite-nucleaire>

Johnston Ian, *Saudi Arabia seeks £40bn renewable energy investment to turn oil-producing country into a 'solar powerhouse'*, Independant, le 17 janvier 2017, <https://www.independent.co.uk/climate-change/news/saudi-arabia-50-billion-renewable-energy-investment-solar-powerhouse-oil-producer-middle-east-opec-fossil-fuels-a7531326.html>

Sitographie

Export.Gov. *Saudi Arabia - Mining and Minerals*, 22 janvier 2020, <https://www.export.gov/apex/article2?id=Saudi-Arabia-Mining-and-Minerals>

Generation 2030 - Découvrez la Génération 2030. <https://generation2030.com/fr/>

Geo.fr. « *Arabie Saoudite : Al-ula, région historique dont les vestiges attirent le tourisme international* », 18 juillet 2022. <https://www.geo.fr/voyage/arabie-saoudite-al-ula-region-historique-dont-les-vestiges-attirent-le-tourisme-international-210931>.

Gowling WLG, *Mufti Imram and Alassaf Rana, YOURS AND MINE: A BRIEFING ON MINING EXPLORATION OPPORTUNITIES IN SAUDI ARABIA*, 04 January 2023, <https://gowlingwlg.com/en/insights-resources/articles/2023/mining-exploration-opportunities-in-saudi-arabia/>

Hospitality. « *The Red Sea Project : un complexe hôtelier de luxe 100% énergies renouvelables en Arabie Saoudite* ». Consulté le 22 juin 2023. <https://hospitality-on.com/fr/developpement-durable-rse/red-sea-project-un-complexe-hotelier-de-luxe-100-energies-renouvelables>.

BIBLIOGRAPHIE DU DOSSIER

Jameel, Abdul Latif. "La révolution des énergies renouvelables en Arabie Saoudite " <https://alj.com/fr/news/leading-saudi-arabias-renewable-energy-revolution>

L'énergie en Arabie saoudite : pétrole, gaz naturel, renouvelables et nucléaire. 19 janvier 2015, <https://www.connaissance-des-energies.org/fiche-pedagogique/mix-energetique-de-larabie-saoudite>

Nuclear Power in Saudi Arabia - World Nuclear Association. <https://world-nuclear.org/information-library/country-profiles/countries-o-s/saudi-arabia.aspx>

Vision 2030. « The Red Sea ». Consulté le 22 juin 2023. <https://www.vision2030.gov.sa/v2030/v2030-projects/the-red-sea/>.

Remerciements

Le bureau rapproché de l'A.M.R.I. (2021-2022), composé d'Harmony Delhalle, Maëwenn Leboulanger, Fazia Khennouche et Alexandre Toutain, étant à l'initiative du projet mérite nos plus sincères remerciements. Nous remercions par ailleurs le bureau actuel (2022-2023), composé de la présidente Camille Decise, du vice-président Mattéo Mevellec, du trésorier Axel Pinel et de la secrétaire Pauline Moreel pour son soutien dans la maintien et l'évolution de cette revue.

Cette revue a été créée de toutes pièces par des étudiants motivés et engagés pour produire un travail de qualité. À travers cette page nous citons toute ces personnes et leurs rôle dans ce projet.

En premier lieu viennent les rédacteurs des articles qui ont fait de leur mieux pour produire des articles scientifiques traitant de sujets aussi divers qu'intéressants : Benoît Giraudet, Léo Rebouillat, Axel Pinel, Sarah Kouarta, Hortense Soufflet, Théo Banse, Defne Kenanoğlu et Nicolas Poussin.

Leurs articles ont été suivis, corrigés et relus avec le plus grand soin par l'équipe de rédacteurs de la revue précédente revue ainsi que par Juliette Gribovalle et Lilie Lenoir, rédactrices en chef.

Enfin, tout le travail de mise en forme de la revue a été effectué par Maïna Proust et Axel Pinel.

Nous remercions également le responsable du pôle culture Théo Banse pour son engagement et sa disponibilité.

Nous tenons enfin à remercier Juliette Salez, responsable communication de l'A.M.R.I, pour son aide au partage de la revue sur tous les réseaux dont l'association dispose et à travers les murs de l'Université via un QR code.

La petite structure de la revue a nécessité un engagement important et répété de toute l'équipe, qui a témoignée à de nombreuses reprises de son implication et de sa volonté à parfaire le travail.

Ainsi nous tenons à remercier tout le monde pour tout le travail effectué au cours de ce mois et nous espérons, chers lecteurs, vous retrouver lors de nos prochaines éditions !

Rédactrices en chef

JULIETTE GRIBOVALLE ET LILIE LENOIR